

# Science et Francophonie

N° 1 - JANVIER 1983

PUBLICATION DE LA LISULF, LIGUE INTERNATIONALE DES SCIENTIFIQUES POUR L'USAGE DE LA LANGUE FRANÇAISE



PUM

# Science et francophonie

Périodique qui paraît 2 fois par année  
Distribué gratuitement aux membres de la  
Ligue internationale des scientifiques  
pour l'usage de la langue française.

## RÉDACTION

1200, rue Latour, Saint-Laurent, Québec, QC H4L 4S4  
(514) 747-2308  
PIERRE DEMERS, Directeur de la publication et  
rédacteur en chef  
Rédacteurs: PIERRE DEMERS, DANIEL PAJAUD,  
GILBERT LANNOY, CLAUDE BROUILLET, ROBERT A.  
LAURENCE

## LISULF

La maison mère est au Québec: LISULF  
1200, rue Latour, Saint-Laurent, Québec, QC H4L 4S4  
(514) 747-2308  
JEAN-CLAUDE PECHÈRE, président;  
FLORIAN GOSSELIN, secrétaire-trésorier;  
CLAUDE BROUILLET, PIERRE DEMERS, JEAN-MARIE  
DUBOIS, GILBERT LANNOY, ROBERT A. LAURENCE,  
PATRICK PLUMET

**LISULF-France ANSULF** Association nationale des  
scientifiques pour l'usage de la langue française  
7, rue Wallons, 75013 Paris, France (33) 1 535 2416  
DANIEL PAJAUD, président; ROGER BÉNICHOUX, vice-  
président; COLETTE DERRÉ, secrétaire; ABDELKADER  
LADJAL, trésorier; MICHEL TOYER, administrateur.

## Comité LISULF-Belgique

a/s Paul Mainguet, 20, avenue Delleur, 1170 Bruxelles,  
Belgique (32) 2 673 2121

## Comité LISULF-Suisse

a/s Rémi Jolivet, chemin de Burenos, Claire Forêt,  
1092 Belmont-sur-Lausanne (41) 21./ 29 79 81

## ÉDITIONS PUM

Presses universitaires de Montréal  
1200, rue Latour, Saint-Laurent, Québec, QC H4L 4S4  
(514) 747-2308

**LA PAGE COUVERTURE:** Une œuvre de Marie Bégin  
Voici les commentaires de l'artiste:

*«Le jaillissement dynamique et la convergence, de toutes  
parts de la terre, de cristaux en constant échange avec le  
monde.»*

Les cristaux représentent les pays francophones.  
Marie Bégin, Sainte-Foy, 3 novembre 1982

Conception graphique, composition,  
photo-mécanique, séparation de couleurs  
et production par

**DEVAL-STUDIOLITHO INC.**

1070 rue de Bleury, suite 2  
Montréal (QC) H2Z 1N3 Tél.: 866-4441

## SOMMAIRE

■ Remerciements aux autorités	3
■ Éditorial	
Le mot du président de la LISULF Jean-Claude Pechère	4
Un mot du président de la LISULF-France ANSULF Daniel Pajaud	4
Présentation par le rédacteur en chef Pierre Demers	6
■ Académie des sciences	
Alfred Kastler, Prix Nobel de physique 1966 Pierre Demers	8
Sur le Rapport de l'Académie des sciences de Paris Alfred Kastler	9
Lettres	
J. André Thomas	10
Roger David	13
Gérard Petiau	14
Les commentaires du journal Le Monde	14
Dernière heure, l'Académie des sciences nous écrit	
Une lettre de Paul Germain, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences Paul Germain	15
Une lettre à Paul Germain, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences Pierre Demers	16
Que faut-il penser du Rapport de l'Académie des sciences? Pierre Demers	17
■ Vie et actualité de la science et de la francophonie	
Le français, langue scientifique internationale Jean E. Humblet	20
■ Libres propos	
...mais aujourd'hui il n'y a pas de Malherbe Hoang-Don-Tri	22
■ La bataille pour la langue française	
«La bataille bat son plein...» Les scientifiques et la bataille pour la langue française Pierre Demers	24
Michel Jobert au Congrès de l'Union des démocrates Pierre Demers	27
Wallonie-Bruxelles: ouverture d'une délégation générale à Québec Les Wallons et les Bruxellois veulent parler français Pierre Demers	28
■ Annexe - Académie des sciences	
Rapport sur la langue française et le rayonnement de la science française l'Académie des sciences	34
■ Le prochain numéro	43
■ Avis	43

Reproduction permise et encouragée.  
Prière de mentionner l'origine.

# **Science et francophonie**

publication de la LISULF,  
paraît désormais sous une forme améliorée, grâce à une subvention

du

Gouvernement du Québec

accordée le 5 juillet 1982.

Les démarches ont été entreprises auprès

du

**ministre d'état au développement culturel et scientifique,**

**monsieur Jacques-Yvan Morin.**

C'est son successeur,

**monsieur Gérald Godin,\***

qui a accordé la subvention.

Le suivi de cette subvention relève maintenant

du

**ministre délégué à la science et à la technologie,**

**monsieur Gilbert Paquette.\*\***

La direction  
de Science et francophonie  
et  
de la LISULF  
exprime son appréciation aux autorités  
et  
les remercie pour leur geste.

**Janvier 1983**

\* nommé le 17 février 1982

\*\* nommé le 9 septembre 1982

# Éditorial

## Le mot du président

Vous avez dans les mains le premier numéro de «*Science et francophonie*».

### Pourquoi cette nouvelle revue?

Vous savez peut-être qu'en décembre 1979, une poignée de chercheurs québécois regroupaient leurs efforts, jusqu'alors isolés, pour promouvoir l'usage du français dans les sciences. À leurs yeux, cette action se justifiait d'abord au nom de l'excellence, de l'efficacité, tellement essentielles dans le monde compétitif de la science. La création scientifique passe par la quintessence de nos moyens intellectuels. Analyser, discriminer, différencier, comprendre, associer, juger, prévoir, formuler, toutes ces étapes requièrent les meilleurs outils, et notamment la langue la plus riche, la plus précise, la plus déliée. Cette langue-là est unique pour la majorité d'entre nous. C'est celle qui a façonné notre esprit lors de notre formation et qui,

insensiblement, a tissé la trame de notre organisation mentale. Elle est irremplaçable même si pour des opérations beaucoup plus simples - communiquer par exemple - nous devons utiliser un volapük.

Bref, ces quelques scientifiques déterminés voulaient continuer à chercher en français. Comme à ce titre, l'avenir leur paraissait compromis, ils fondaient la L.I.S.U.L.F., soit la Ligue Internationale des Scientifiques pour l'Usage de la Langue Française. La L.I.S.U.L.F. comprend aujourd'hui plus de 250 cotisants, venant de toute la francophonie et appartenant à toutes les disciplines. Son action décentralisée s'exerce par l'intermédiaire des sections nationales, qui ont été créées ou sont sur la voie de l'être dans plusieurs pays. Depuis sa fondation, la L.I.S.U.L.F. a travaillé dans plusieurs directions. Au près des gouvernements d'abord: des rapports—peu réjouissants—sur la situation du français dans les sciences ont été

## Un mot du président

### Impression de voyage au Québec: comme un double oublié de mon âme...

Seul ou presque parmi les fleurs d'un jardin sans haies ni murailles, au flanc d'une colline dont les blés déjà grisonnants descendent à portée de caresse, je tente de secouer paresse et poésie, pour un temps acoquinées, et de démêler l'écheveau de «nous» et de «je» rapporté frais noué d'Amérique.

Hôte occasionnel de la luxueuse Université de Lafayette, en Indiana, «je» ne pouvais, scrutant le nord au-delà des monstres de verre et de béton de Chicago, ne pas mendier quelques impressions vers les rives canadiennes des Grands Lacs, ne pas me laisser glisser au gré du Saint-Laurent pour qu'en parcours, au moins, Québec me présentât Cartier et Montcalm.

Mais aurais-je éprouvé cette envie si «nous», président de l'ANSULF, n'avions ressenti l'impérieuse nécessité de venir saluer chez elle notre ligue mère, dame LISULF?

«J'ai donc et «nous» avons, toutes causes confondues, de Montréal à la rivière Saguenay, du traversier

de Tadoussac aux «dunes» glaciaires du lac Saint-Jean, du village de Maria Chapdelaine à la riche cité de Québec, éparpillé des heures de plaisir entre une salle de travail à l'Université Laval et des sentiers dans les Laurentides, sur une terre dont l'histoire humaine, en quelques siècles fugitifs, n'a pu qu'effleurer l'impressionnante ancestralité, nourrie de centaines de millions d'anniversaires.

Mais voici d'abord, tirée de l'écheveau, la chaîne du «nous, représentant de l'ANSULF...».

À l'invitation de Gérard Lapointe, Secrétaire du Conseil de la langue française et président du comité organisateur du prochain colloque de Montréal, nous avons situé l'intervention de l'ANSULF au sein de cette manifestation internationale, consacrée à «L'avenir du français dans les publications et les communications scientifiques et techniques». À l'initiative de Jean-Claude Pechère, président de la LISULF, en présence d'un certain nombre de personnalités de l'Administration, des Sciences et de la Presse, nous avons esquissé un bref historique des premiers mois d'existence de l'ANSULF, défini ses objectifs, recensé ses moyens d'action.

## Éditorial

### de la LISULF

préparés, des politiques ont été critiquées ou encouragées; la L.I.S.U.L.F., par exemple, a été l'eau qui amorce la pompe, quand le gouvernement du Québec a organisé le grand colloque de Montréal. D'autres actions ont été entreprises auprès du grand public, au moyen d'exposés, de causeries, de conférences de presse et d'articles de journaux et peut-être, à ce propos, avez-vous lu «L'appel de Montréal». Enfin, les membres de la ligue ont tenté de sensibiliser leurs collègues-chercheurs, puisque sans eux rien n'est possible: le symposium de Bruxelles de juin 1982, co-organisé par la section française de L.I.S.U.L.F., a été ici une action d'éclat. Dans la même perspective se profile «*Science et francophonie*».

«*Science et francophonie*» se veut une sorte de forum qui traitera de la question du français dans les sciences. Seuls des convaincus ont participé à ce premier numéro, mais c'est le débat qui nous intéresse,

et nos pages sont ouvertes à tous les scientifiques qui voudront faire connaître leurs idées—ou leurs opinions—sur le sujet, qu'elles favorisent ou découragent notre thèse. Une fréquence de publication semestrielle et un tirage de 1 000 copies sont visés pour commencer.

Pour permettre une bonne diffusion, chaque membre de la L.I.S.U.L.F. recevra non pas un exemplaire, mais deux. Le second servira d'entrée en matière pour aller discuter du français scientifique avec le collègue «du laboratoire d'à côté». Nous voulons en effet mobiliser chaque lisulfien pour une sorte de campagne de sensibilisation «porte à porte». N'est-ce pas là le meilleur moyen d'ouvrir le débat? Ainsi, nous vous invitons à lire notre petite revue, à la faire lire... et à participer. À bientôt donc!

Jean-Claude Pechère, m.d.  
Président de la L.I.S.U.L.F.

### de la LISULF-FRANCE ANSULF

Lors d'une autre séance en comité restreint, nous avons dégagé la spécificité de l'ANSULF et justifié son organisation administrative, insistant sur la nécessaire autonomie de cette section française de la LISULF. Nous avons suggéré la création de la section québécoise (ce serait l'AQSULF), qui ne peut être plus longtemps confondue avec la ligue-mère. Dans cette perspective, nous avons arrêté, dans son principe et ses modalités, le fonctionnement de notre organisation, soucieux d'établir et de maintenir une concertation permanente entre les sections nationales, d'en organiser et d'en coordonner les actions, d'en diversifier et d'en gérer au mieux les ressources.

Au «nous, représentant de l'ANSULF...», appartiennent encore les longues heures de conversation en tête-à-tête avec Pierre Demers, avec Arnold Drapeau, avec Jean-Claude Pechère, au cours desquelles petits détails et grands principes de notre mission culturelle ont, à la bonne franquette, agrémenté leur substance d'ingrédients culinaires, d'improvisations musicales et d'intermèdes anecdotiques.

Il nous resterait à revenir à la part du «je»: celle des impressions personnelles puisées dans les paysages

et dans les cœurs des horizons et des logis québécois. Permettez-moi de la garder pour d'autres écrits.

Il est toutefois une frange d'incertitude entre le «nous» et le «je» qu'il m'est difficile de résorber. Qui, du représentant de l'ANSULF et des nombreux scientifiques qui partagent notre foi et nos convictions, ou du simple voyageur venu de France a suscité si chaleureux accueil? Pour qui les voix, pour qui les regards où s'entrecroisent, se nouent, s'agrègent et se dissolvent, éclats de joie et taches d'inquiétude, fils d'émotion et chants de grave amitié?

Ce premierséjour au Québec me laisse, en souvenir, l'ineffable et intangible sensation d'y avoir frôlé une âme, à la fois inconnue et familière, une âme qui serait comme un double oublié de la mienne...

Daniel Pajaud  
Président de la LISULF-France ANSULF

Massoulès (Tarn-et-Garonne)  
27 juillet 1981

## Présentation

par le rédacteur en chef

### Place aux Académies!

À tout seigneur tout honneur! Aussi, tout de suite après les remerciements aux autorités, et après cette section éditoriale, chargée du message de nos deux présidents, trouverez-vous des pages consacrées à une Académie.

Il s'agit de l'Académie des sciences de Paris, modèle des académies des sciences à travers le monde. À ce lieu de haut savoir appartient le professeur **Alfred Kastler, Prix Nobel de physique 1966**, qui, en novembre 1981, assistait au Colloque de Montréal. Le professeur Kastler, membre honoraire de la section française de LISULF, l'ANSULF, nous a fait connaître un Rapport, des plus importants pour notre thème, émis par cette Académie. Il a bien voulu nous en adresser un exemplaire, et écrire, pour nos lecteurs, un texte de présentation inédit.

Ce «Rapport sur la langue française et le rayonnement de la science française» est ici reproduit en version intégrale. Tous pourront ainsi en prendre connaissance. Outre le texte du professeur Kastler, nous publions des textes que quatre Académiciens ont bien voulu nous adresser: MM. Thomas, David, Petiau et Germain. Nous les remercions de leur collaboration.

Ce Rapport renferme assurément des choses fondamentalement bonnes; cependant, dans son ensemble, son analyse a suscité les plus vives alarmes auprès de la rédaction. Terrible et désastreux, on cherche les épithètes idoines. On se demande comment des Français, chargés de si hautes responsabilités, ont pu l'approuver d'une voix unanime.

Aussi posons-nous, en tout respect pour une compagnie aussi illustre, héritière d'une aussi admirable tradition, une double question, en reprenant les termes mêmes qu'employait, en 1979, Michel Jobert, devenu aujourd'hui ministre d'état au commerce extérieur.

**«Faudrait-il porter les Académiciens déserteurs?»  
«L'Académie voudra-t-elle se ressaisir?»**

Le dossier de l'Académie des sciences se poursuivra dans le prochain numéro; il contiendra les réponses reçues.

Le prochain numéro contiendra aussi le Rapport de l'Académie nationale de médecine: on imprimera

la totalité des conclusions de ce Rapport, qui a fait déjà parler de lui, et qui donne un son de cloche bien différent, si on le compare avec le Rapport de l'Académie des sciences.

### La science et la francophonie

La science et la francophonie: voilà bien deux thèmes importants l'un et l'autre, importants encore plus par leur association. Ils importent pour nous, scientifiques; ils importent pour tous les francophones et pour l'avenir de l'humanité.

Ainsi, notre Tribune libre est cette fois-ci occupée par une lettre fort intéressante d'un ingénieur d'origine vietnamienne. Cette lettre ouvre pour nous des horizons vastes sur les relations entre la langue et le pouvoir. Elle évoque les occupants étrangers qui se sont succédé dans son pays, au cours de quelques siècles: à tour de rôle, ils ont imposé le chinois, le français et l'anglais; maintenant ils imposent le russe.

De Belgique (devrions-nous dire: de Wallonie?), le sénateur Humblet nous adresse un texte qui donne à réfléchir sur l'usage de l'anglais par les francophones. Il se base sur son expérience, sur la sociologie et sur la science économique.

La bataille pour promouvoir le français en sciences ne peut pas s'isoler de la bataille pour le français dans les autres domaines, qu'il s'agisse de l'éducation, de l'économie, du commerce, de la politique ou de la vie courante. Les scientifiques francophones ont un droit de parole dans cette bataille, il leur appartient de l'exercer.

Aussi Science et francophonie inaugure-t-elle une section au nom belliqueux de *La bataille pour la langue française*. Cette section renferme, cette fois-ci, un reportage sur l'ouverture d'une Délégation générale de Wallonie-Bruxelles au Québec, qui eut lieu en novembre 1982.

Une formule que nous allons expérimenter, est celle des *Affichages libres*. Nous appelons ainsi des espèces de réclames entièrement gratuites pour leurs



# Éditorial

►  
bénéficiaires (d'où leur désignation de libres), signalant des œuvres, des événements, ou d'autres choses encore, qui méritent d'être connues pour les fins de promouvoir la cause du français en sciences.

Ainsi, on trouvera mention du Vade-mecum du technicien, ouvrage collectif dirigé par Raymond Pannetier, lauréat du *Prix Callaghein 1982*, décerné par notre section française l'ANSULF. Etc.

La Suisse, la Romandie et le Jura suisse sont notoirement absents de ces pages. Nous espérons que ce tort sera réparé dès la prochaine livraison.

En parcourant ces pages qui lui sont adressées, (et où il est invité à faire connaître son point de vue), le lecteur de *Science et francophonie* se persuadera peut-être que le thème du français en sciences est intimement et profondément lié à *la vie et à l'actualité*, à la vie et à l'activité de tous et de chacun, à l'actualité des événements qui nous entourent. C'est du moins l'impression qu'éprouve le rédacteur en chef, qui a pris plaisir à composer ce numéro, au moment de clore ces lignes.

Pierre Demers



*Scientifiques, vous aussi, faites votre part pour promouvoir le français en sciences. Ralliez-vous à la LISULF, adhérez et faites adhérer autour de vous. Adressez votre cotisation pour 1983. Voir l'avis en dernière page.*

*La rédaction adresse des remerciements à toutes les personnes qui lui ont apporté bénévolement leur collaboration. Parmi elles, nous voulons mentionner spécialement Marie Bégin, qui a créé, à l'intention de *Science et francophonie*, l'illustration en première page de la couverture.*

## Affichage libre

**Science et francophonie vous signale...**

### Séminaire d'enseignement de la RÉDACTION SCIENTIFIQUE

Stage de formation à la communication scientifique,  
vendredi 11 et samedi 12 mars 1983  
Centre culturel de l'ancienne abbaye des Prémontrés,  
54700 Pont-à-Mousson, France, (8) 381 1032

**En vedette:** Bénichoux, Pajaud, Michel, Heran, Farandjis, Menegoz, Cordoliani,  
Secretan, Beriot, Timbal Duclaux, Sournia, Heslot, Chevallier, Gay, Crance,  
Fernandes, Lacoste, Matuchansky, Garfield, Herbeuval, Sournia

Aussi séminaire d'éditologie en 1984  
consacré aux problèmes de l'édition (au sens scientifique du terme) des périodiques,  
à Lyon, le 6 et le 7 avril 1984

Pour renseignements et pour inscription: R. Bénichoux, CHU Brabois,  
54511 Nancy-Vandoeuvre (8) 355 24 66 et (8) 336 4075.  
D. Pajaud, 7, rue des Wallons, 75013 Paris, (1) 535 24 16

# Académie des sciences



Alfred Kastler, Prix Nobel de physique 1966

*Alfred Kastler est ici photographié au cours de son témoignage au Colloque de Montréal, le premier novembre 1981. À sa gauche, nous apercevons John S. Daniel, de l'Université Concordia.*

*Au cours de ce témoignage, Alfred Kastler proposa que l'Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture ONUESC ou UNESCO, réalise auprès de la communauté scientifique internationale une enquête en 3 points.*

*1- Celle-ci a-t-elle besoin d'une langue de communication unique et universelle, ou est-il préférable de maintenir la pluralité des langues?*

*2- S'il faut une langue de communication universelle, quelles sont les qualités à lui demander?*

*3- La langue anglaise a-t-elle ces qualités?*

*Cette enquête n'a pas eu lieu, information prise. Notons que le président de la France, François Mitterand, a prôné la pluralité des langues au 7ème Sommet des pays industrialisés, à Versailles les 5 et 6 juin 1982.*

*Alfred Kastler est né à Cuebwiller (Haut-Rhin), ville d'Alsace, en 1902. Il est professeur honoraire à l'Université Pierre et Marie Curie (Paris VI) et à l'École normale supérieure. Il est resté très attaché à cette école. Il y entra en 1921. Il fit un don magnifique, en 1957, à la Société des amis de l'École normale supérieure, société*

*dont il est le président depuis juin 1979, après avoir fait partie de son conseil dès 1969. Il eut son laboratoire de recherche dans cette même école.*

*En 1957, il obtenait de l'Académie des sciences le Prix de la recherche scientifique et du progrès technique, créé par le CNRS sur l'initiative de son président Henri Longchambon. Il est Membre de l'Institut de France (Académie des sciences). Il est membre honoraire de la LISULF (LISULF-France ANSULF). Il a dirigé la Revue d'optique, avant sa transformation en «Journal of optics».*

*Ses recherches les plus connues portent sur l'optique physique et sur le pompage optique, phénomène qu'il découvrit, ce qui est à la base du fonctionnement du laser. Sa découverte lui valut le Prix Nobel de physique en 1966. Alfred Kastler est poète: il a publié un recueil de poèmes en alsacien.*

*Alfred Kastler a bien voulu nous adresser un exemplaire du Rapport de l'Académie des sciences sur la langue française, et écrire, à l'intention des lecteurs de Science et francophonie, une page de présentation que voici.*

*Le Rapport paraît, plus loin dans ce numéro, en version intégrale.*

*Depuis décembre 1982, Alfred Kastler est président d'honneur de la Société des amis de l'École normale supérieure.*

# Académie des sciences

Sur le Rapport de l'Académie des sciences  
de Paris sur « La langue française et le  
rayonnement de la science française »

## Alfred Kastler Prix Nobel de physique 1966

Paris, le 16 septembre 1982

À la suite du colloque qui s'est tenu à Montréal, en octobre 1981, à l'invitation de nos collègues québécois, sur la défense de la langue française dans le domaine de la communication scientifique, l'Académie des sciences de Paris a chargé une commission présidée par le Professeur Jean BERNARD d'étudier la situation créée par l'emploi de plus en plus exclusif de la langue anglaise dans les communications scientifiques internationales, écrite et orales.

Cette commission a établi un rapport qui a été publié en avril 1982 par les soins de l'Académie des sciences.

Ce rapport se compose de trois parties:

Dans une première partie, il fait le point de la situation actuelle; dans la seconde partie, il discute les différentes options à adopter pour faire face à la situation, et dans la troisième et dernière partie, il présente des propositions concrètes pour redresser une situation grave, mais non définitivement compromise.

La situation présente est bien connue:

La plupart des publications scientifiques actuelles, nationales et internationales, paraissent en anglais, et dans les réunions scientifiques internationales, congrès et colloques, quel que soit le pays où a lieu la réunion, la langue anglaise domine largement. Les scientifiques de la plupart des pays non anglophones, notamment italiens, allemands, japonais et même russes, acceptent cette situation et s'y conforment passivement. Seuls les scientifiques francophones semblent s'y résigner à contre-cœur, mais s'y résignent la plupart, puisque par exemple dans le Journal de physique, organe officiel de la Société française de physique, environ 80% des articles d'auteurs français paraissent maintenant en anglais.

En ce qui concerne les options à adopter pour faire face à la situation, la commission de l'Académie préconise une attitude modérée, un moyen chemin entre la

résignation et l'intransigeance, cette dernière risquant de provoquer chez les jeunes une attitude de refus. Cette « option réaliste » se traduit par une suite de propositions concrètes qui sont explicitées dans la troisième partie du rapport.

Sans entrer dans le détail de ces propositions, nous pouvons dire qu'elles sont caractérisées par la volonté de concentrer les efforts — et les moyens disponibles — dans des directions rentables et de renoncer à des actions coûteuses aux résultats douteux. C'est ainsi qu'il apparaît comme illusoire de vouloir organiser pour les réunions scientifiques la méthode de la traduction simultanée. Celle-ci nécessiterait la formation d'équipes d'interprètes qui, en plus de deux langues, devraient posséder une bonne connaissance des sujets scientifiques traités, idéal dont la réalisation paraît irréalisable. Par contre, il serait utile d'obtenir des conférenciers un texte écrit de leurs interventions, texte qui pourrait être distribué aux participants.

Il est recommandé de faire un effort spécial pour maintenir la francophonie dans les anciens pays colonisés où notre langue continue à être pratiquée au niveau de l'enseignement universitaire. Un effort tout particulier devra être fait également pour promouvoir les livres scientifiques français, autant sur le plan des monographies de spécialité que du livre d'enseignement général. Dans ce but, il convient d'adopter une planification consciente, une politique de réduction des prix — en faisant appel au besoin à des subventions gouvernementales —, une politique aussi d'entente entre les éditeurs qui adoptent trop souvent une attitude d'anarchie stérilisante.

Mais nous ne devons pas oublier que la première condition pour assurer le rayonnement de la science française est de maintenir un niveau d'excellence de la production scientifique. L'exemple des mathématiques est là pour le prouver.

NDLR. - Les soulignés sont de l'équipe de la rédaction de Science et francophonie, qui a voulu marquer ainsi certains passages importants.

  
A. Kastler

# Académie des sciences

## Lettres

### Note

Deux membres de l'Académie des sciences ont bien voulu, sur notre demande, exprimer des commentaires sur le Rapport de l'Académie. Nous reproduisons ces deux textes en leur laissant la forme que leurs auteurs ont choisi d'employer, celle d'une lettre à un collègue.

Le professeur J. André Thomas a pour adresse le Laboratoire de biologie cellulaire et Centre de physiologie cellulaire, à l'Université Pierre et Marie Curie (Paris VI). Il est membre de deux académies: Académie des sciences de Paris et Académie nationale de médecine.

Le professeur Roger David est associé à l'Institut national du pin à l'Université de Bordeaux. Lui aussi est doublement académicien: il est Membre de l'Académie d'agriculture et Correspondant français de l'Académie des sciences de Paris.

Un autre académicien nous a adressé, il y a déjà quelque

temps, en janvier 1981, une lettre dont une partie est pertinente au présent Rapport de l'Académie. Nous reproduisons cette partie. Il s'agit du professeur Gérard Petiau, collègue, à l'Université de Paris VI, du professeur Thomas. Gérard Petiau est Correspondant français de l'Académie des sciences, où il est secrétaire du comité du langage scientifique, et secrétaire de rédaction des Comptes rendus pour les sciences mathématiques et physiques.

Nous remercions, au nom des lecteurs de Science et francophonie, ces trois académiciens pour leurs contributions au présent dossier.

*P.S. Un quatrième académicien, le professeur Paul Germain, nous a écrit dernièrement. Voir plus loin, Dernière heure.*

# Lettre

Paris, le 11 novembre 1982

J. André Thomas

Mon cher Collègue,

À propos du récent Rapport de l'Académie des Sciences sur «La Langue Française et le rayonnement de la Science Française», vous voulez bien me demander de vous faire part de mon opinion concernant la rédaction en anglais des publications scientifiques françaises.

Je vous informerai d'abord que ce Rapport résume le point de vue général de l'Académie des Sciences: en effet, à la suite de longues discussions, le texte ronéoté nous a été distribué en Mars 1982, adopté à la majorité absolue des suffrages, au Comité secret du 19 avril 1982 («Vie académique», 294, supplément au numéro 2, 1982, p. 84), puis imprimé.

Je prends soin de vous préciser que je ne suis nullement mandaté pour parler de ce sujet au nom de l'Académie et que je n'engage que ma propre responsabilité.

Vous me confirmez les admirables et longs efforts des Quebecquois (sic) francophones, non seulement pour maintenir la langue française, mais même assurer sa progression. Aussi constatez-vous leur déception et leur «découragement» à la lecture du Rapport de l'Académie, «coup terrible», dites-vous, porté à la francophonie.

Je comprends votre réaction et nous admirons l'effort des francophones Quebecquois (sic). Mais nous sommes dans un état de fait, qu'il faut d'abord exa-

miner avec objectivité\*; est-il possible d'en sortir, et, dans ce cas, comment essayer?

De hautes instances (Haut Comité\*\* de la Langue Française, Académie Française, Association pour la Défense de la Langue Française...) et de nombreuses autres Associations: scientifiques, même internationales comme LISULF, et aussi littéraires, diplomatiques, politiques, administratives... luttent, plus ou moins efficacement selon la mesure de leurs possibilités, pour défendre la langue française et tenter d'empêcher son déclin devant la prééminence internationale actuelle de l'Anglais. Bien entendu, leurs arguments sont bons et forts, car il serait superflu d'insister sur la valeur scientifique, littéraire, poétique, en un mot universelle, du Français comme véhicule international de la pensée. Mais plus précisément en ce qui concerne les publications scientifiques proprement dites, quels sont les termes du problème?

Les uns adoptent une position radicale et veulent lutter de front; ainsi, pour eux, l'emploi de la langue française est une priorité absolue: c'est une attitude ferme, courageuse, qui a été celle de certains de nos Confrères de l'Académie de Médecine (163, 1979; 165, 1981; 166, 1982 et Plaquette récapitulative, 1982).

D'autres se contentent de constater, avec plus ou moins de résignation, que l'Anglais est devenu, en

# Académie des sciences

## Lettres

► réalité, la langue scientifique internationale, ou encore de déplorer que de grands organismes de la Recherche, en France, aient pris l'habitude de sélectionner leurs chercheurs dès lors que les publications de ceux-ci ont été acceptées dans certaines revues de langue anglaise. Cependant beaucoup considèrent comme inadmissible que des crédits d'État subventionnent des Réunions scientifiques siégeant en France, ainsi que les publications subséquentes, sans que la langue française soit utilisée en priorité (ceci à l'encontre d'une première circulaire ministérielle de 1976). Force est de regretter que, dans certains congrès internationaux tenus à l'étranger, cette année même, l'unique langue officiellement autorisée a été l'anglais.

En ce qui concerne les publications des scientifiques français, le choix qu'ils font de l'anglais vient principalement de l'espoir d'obtenir une audience internationale plus large (ce qui est un faux calcul lorsqu'il s'agit de travaux excellents rédigés en français), et aussi, pour les jeunes, de bénéficier de promotions légitimes dans les grands organismes scientifiques.

C'est au moins pour ces raisons que les instances qui luttent pour que le Français soit maintenu sur le plan scientifique international, insistent (parfois en désespoir de cause) sur les moyens directs ou indirects d'augmenter le rayonnement scientifique français. Ainsi, le Rapport de l'Académie des Sciences, dans sa partie désignée « option réaliste », préconise- pendant que ce redressement est encore possible- « de jouer tous les atouts de la science française en faveur du rayonnement de la culture de la langue française ».

\*NDLR. Mon collègue Thomas me pardonnera le rapprochement historique suivant.

Qui donc, vers 1760, parlait en France avec dérision de ces quelques misérables arpents de neige outre-mer, qui ne valaient pas la peine de tirer le moindre coup de canon? Et encore, qui donc disait: « Si l'écurie a pris feu, laissons-la brûler et sauvons le palais? » Tel était le langage de la cour à cette époque.

Cette fois-ci, les grands savants français membres de l'Académie peuvent constater que leur conduite est décevante, qu'elle porte un coup terrible à la francophonie, qu'elle inspire le découragement.

Mais ils se résignent à faire la part du feu. Plutôt que de sauver la langue française, ils préfèrent sauver « le rayonnement de la science française », celle de la France, ce qui, dans leur esprit, exige l'usage de la langue anglaise comme langue internationale. (Est-ce d'ailleurs là un bon calcul?)

Selon les disciplines scientifiques envisagées, la situation est inégalement grave: elle l'est, notamment, chez les physiciens. Prenons un exemple radical, celui du Journal de Physique. Les textes y sont généralement soumis par leurs Auteurs en anglais, avec un résumé français vraiment minuscule (de l'ordre de quelques lignes, parfois trois). Plusieurs analyses de livres sont faites en anglais, bien que destinées (aussi!) à des lecteurs français. Au Journal de Physique-Lettres, la situation est encore plus claire: conseil est donné aux Auteurs, s'ils veulent publier en français, de s'adresser à l'Académie des Sciences, et de rédiger une version anglaise « pour publication au Journal de Physique-Lettres ».

Deux cas de figure pourraient être envisagés pour favoriser l'incitation pratique à publier en Français, tout en réservant à l'Anglais une place suffisante permettant la compréhension du texte (bien entendu, la publication entière dans les deux langues n'est matériellement pas envisageable). Ces deux cas concernent les Notes à l'Académie des Sciences et, accessoirement, les autres publications plus étendues.

Le cas des Notes a été discuté une nouvelle fois, le 8 Novembre dernier, car il demeure une préoccupation permanente de l'Académie. Une suggestion (à laquelle j'adhère personnellement) serait que les Notes gardent leur longueur totale actuelle de quatre pages et leur structure: traduction anglaise du titre, du petit résumé analytique de tête, des légendes, mais que puisse être ajouté, aussitôt après le résumé analytique anglais, et au gré de l'Auteur, un texte anglais de longueur variable: par exemple, le texte français

► Malgré tout le respect qu'ils commandent, nous posons publiquement la question.

Sont-ils déserteurs, sont-ils des agents doubles? Au Canada, nous avons appris que les partisans les plus acharnés du bilinguisme sont les amis de ce « French power » entourant M. Trudeau à Ottawa, qui se réjouissent chaque fois qu'ils peuvent diminuer les pouvoirs du gouvernement francophone du Québec, qu'il s'agisse de Mme Thatcher, de la loi S31 ou du jugement sur le droit de veto. M. Chrétien déclarait ce matin: « Le Québec est donc une province comme les autres, et je m'en réjouis. » (7 décembre 1982).

Merci quand même à mon collègue Thomas: s'il est vrai qu'il fait la part du feu, du moins n'est-il pas complètement insensible aux sentiments de certains Québécois (sic).

\*\*NDLR. Les soulignés sont de l'équipe de rédaction de Science et francophonie.

# Académie des sciences

## Lettres

► pourrait être ramené à trois pages et la totalité du texte anglais à une. Ainsi serait faite la «part du feu»; beaucoup de jeunes seraient satisfaits et ne croiraient peut-être plus à la nécessité de publier uniquement en anglais. On pourrait même espérer que les jeunes physiciens reviendraient publier à l'Académie des Sciences, qu'ils ont en majorité abandonnée, bien que le Comité de lecture soit sévère.

Dans le cas des publications étendues, une tentative assez analogue à celle proposée ci-dessus pour les Notes à l'Académie des Sciences pourrait être étudiée, mais dans la mesure où ces textes peuvent être suffisamment condensés. Cela suppose que l'on parviendrait à changer les habitudes actuelles qui procèdent aussi bien des Auteurs que des Comités de publication. Il faudrait obtenir que ces Comités modifient l'esprit de leurs rédactions et consentent à adopter une solution dans laquelle la langue française trouve sa place légitime.

Inciter les jeunes chercheurs à publier en Français pour des raisons sentimentales restera inefficace si on ne parvient pas à leur assurer ce qu'ils demandent :

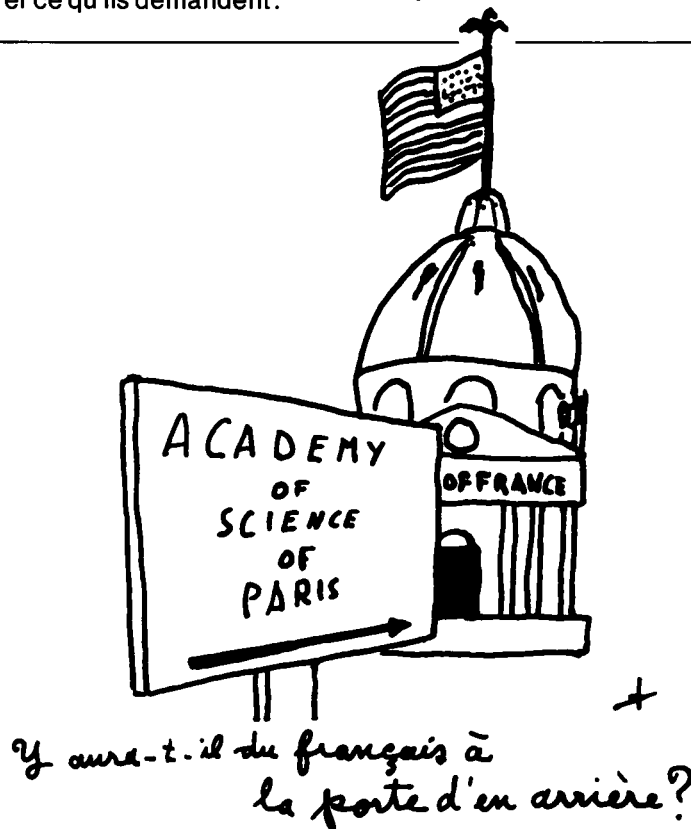
une audience mondiale et la crédibilité scientifique, ainsi que l'obtention des promotions de carrière, d'après leur seule valeur et non d'après l'acceptation de leurs textes anglais dans des éditions de langue anglaise.

Ainsi, parmi hélas d'autres soucis, certains d'entre nous préconisent, avec réalisme, une solution en quelque sorte partiellement hybride au problème grave sur lequel vous avez bien voulu me demander mon avis. Cette solution vous décevra peut-être, mais il se peut qu'elle nous aide efficacement à redresser la situation. Je le répète, c'est la part du feu. Mais, au-delà du cadre académique scientifique, et sur un plan plus général, des mesures qui devraient être prises incombent au Gouvernement.

Veillez agréer, je vous prie, mon cher Collègue, l'expression de ma très haute considération.

*André Lhonoré*

### Vision d'avenir



# Académie des sciences

## Lettres

# Lettre

Roger David

Bordeaux, le 16 novembre 1982

Mon cher collègue,

À la suite de notre conversation téléphonique j'ai relu le rapport de la commission de l'Académie des sciences sur la diffusion des travaux scientifiques et l'usage de la langue française. J'ai été ainsi amené à réfléchir sur la place occupée actuellement par la langue française dans la vie scientifique.

Je pense qu'un certain nombre de paragraphes du rapport académique méritent d'être particulièrement soulignés.

1° Il est vrai que notre langue permet «d'exprimer parfaitement les nuances et de satisfaire aux exigences de la rigueur scientifique»; il me paraît donc indispensable «que nos chercheurs de langue française s'expriment dans un français correct». J'ajoute, que c'est au moment de la rédaction de leur thèse de doctorat, qu'ils doivent surtout apprendre à s'exprimer correctement dans les formes conventionnelles qui permettent de mettre les résultats en valeur. Une attention particulière doit être accordée aux étrangers qui, de retour dans leur pays, conserveront l'habitude de s'exprimer-même dans leur langue-d'une manière ordonnée, précise et quelquefois nuancée, suivant les phénomènes qu'ils auront à exposer. Ils conserveront l'empreinte de la langue française et l'on aura ainsi contribué à son rayonnement dans le monde.

2° Pour conserver à la langue française sa place, il faut que «les chercheurs qui souhaitent écrire ou parler en français pour exprimer le résultat de leurs recherches, y soient encouragés». Il faut donc, que «les organismes officiels de la Recherche (commissions ou comités d'évaluation) n'encouragent pas» ... «les chercheurs français à rédiger leurs articles en langue anglaise». Il est navrant de constater que certaines revues scientifiques françaises demandent aux auteurs de rédiger, de préférence, leurs articles en anglais: lorsque tous les articles seront rédigés en anglais, cette revue pourra-t-elle être encore qualifiée de française? D'ailleurs, pour faire autorité, ne faut-il pas, aux yeux de certains, avoir publié des articles dans d'authentiques revues étrangères? Ce n'est donc pas parce que l'on aura écrit en anglais dans une revue française que les articles seront mieux considérés par ces Français! Il me semble qu'une revue

française pourrait, comme les Comptes rendus de l'Académie des sciences, publier un résumé de chaque article en anglais et peut-être pourrait-on ajouter la traduction anglaise des légendes des figures et des tableaux; cela suffirait aux lecteurs de langue anglaise pour qu'ils se rendent compte de l'intérêt de l'article, qu'ils pourraient alors traduire ou faire traduire.

3° La «définition des langues officielles des congrès», l'édition des textes de nature officielle, devraient toujours donner sa place à la langue française». D'ailleurs le Ministre de la recherche et de la technologie a décidé de ne plus soutenir techniquement et financièrement l'organisation, en France, de manifestations internationales qui seraient annoncées et qui se dérouleraient exclusivement en langue étrangère.

4° Maintenir la langue française dans le domaine scientifique c'est aussi accueillir en France de jeunes chercheurs étrangers des pays francophones et des pays en voie de développement; «leur formation dans nos laboratoires les conduira, devenus eux-mêmes enseignants, à faire mieux connaître et plus largement, la culture française»; d'où la nécessité d'augmenter le nombre des «bourses susceptibles d'aider les étudiants étrangers». Si ces étudiants ne sont pas francophones, ils apprendront suffisamment la langue française pendant leur séjour en France et ils diffuseront ensuite chez eux, les résultats des chercheurs français.

5° S'il paraît opportun d'organiser «dans les ambassades, des actions efficaces de propagande bibliographique pour les travaux français et de promotion du livre scientifique français», il importe, à mon avis, d'encourager par des subventions suffisantes, les chercheurs français à participer aux réunions scientifiques internationales.

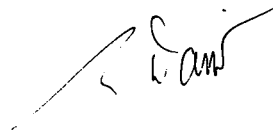
6° Enfin, la création, dans les universités, des enseignements nécessaires à la «formation de traducteurs scientifiques et d'interprètes scientifiques» serait particulièrement utile.

En espérant que nos Académies parisiennes et provinciales conserveront toujours la langue française pour la publication de leurs Actes et Comptes Rendus,

# Académie des sciences

## Lettres

▶ je vous prie d'agréer, mon cher collègue, avec mes félicitations pour votre persévérance dans le maintien de la francophonie, l'expression de mes sentiments les plus cordiaux.



## Lettre

Gérard Petiau

Paris, le 15 janvier 1981

... Les laboratoires de recherche français dépendent, pour la plus grande partie de leurs crédits de fonctionnement, du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) par l'intermédiaire de Commissions de cet organisme. Ces Commissions apprécient les travaux des chercheurs et décident de leurs carrières.

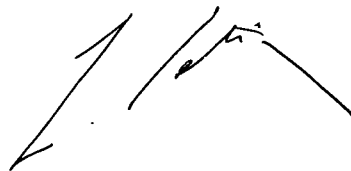
En grande partie ces Commissions sont constituées de Scientifiques choisis par les autorités politiques ou par des élections syndicalistes également politisées. Les principales personnalités de ces Commissions ont généralement reçu une formation scientifique aux U.S.A. ou ont été chargées de hautes fonctions dans des organismes industriels dépendant étroitement de sociétés internationales à directions américaines. Les Commissions ont par suite une tendance très forte à n'accorder de valeur scientifique

qu'aux publications effectuées aux U.S.A. (et par suite écrites en anglais américain très éloigné de l'anglais classique).

...

Par ailleurs, je crois qu'une action constructive pour rétablir ou maintenir la présence de la langue française (portant la pensée et la culture gréco-latine) est nécessaire.

Cette action pourrait efficacement partir du Québec.



## Les commentaires du journal Le Monde mercredi 23 juin 1982

### Le Monde

Le Monde a publié par le passé des commentaires bien sentis sur cette question du français en sciences. Cette fois-ci, aucun commentaire véritable: un simple compte rendu du contenu, formé de citations presque mot à mot de portions choisies. Qui, en France, oserait critiquer publiquement l'Académie?

Et voici les derniers mots, terminant cet article.

«... Aussi l'Académie considère-t-elle que les scientifiques français doivent nécessairement aujourd'hui connaître et maîtriser au moins cet anglais simplifié

qui est devenu le langage international de la science. Loin de les empêcher, dit-elle, il faut les y aider.»  
J.-F. A.

Après 1870, l'Académie des sciences avait-elle encouragé les scientifiques français à apprendre l'allemand, langue de la science? Il paraît que non.

Les Américains ont donc obtenu de la France en 1982, ce que les Allemands victorieux eux-mêmes n'ont pas obtenu: qu'elle déprécie, dans un geste conscient et gratuit, la langue française devant une langue étrangère.

P.D.

# Académie des sciences

## Dernière heure: L'Académie des sciences nous écrit

# Lettre

Le 23 décembre 1982, la rédaction de Science et francophonie recevait la lettre que voici, dont l'intérêt est évident dans le dossier concernant le Rapport de l'Académie des sciences. Nous la reproduisons telle quelle. À sa suite, on

trouvera le texte de la réponse que lui adressait le rédacteur en chef et directeur de la publication de Science et francophonie. ■

PAUL GERMAIN  
SECRÉTAIRE PERPÉTUEL

INSTITUT DE FRANCE  
ACADÉMIE DES SCIENCES

23, QUAI DE CONTI, VI<sup>e</sup>

PARIS, le 13 décembre 1982

Monsieur le Professeur et Cher Collègue,

Mon Confrère André THOMAS a bien voulu me tenir au courant de l'échange de vues qu'il a eu avec vous au sujet du rapport de notre Compagnie intitulé: «La langue française et le rayonnement de la Science Française».

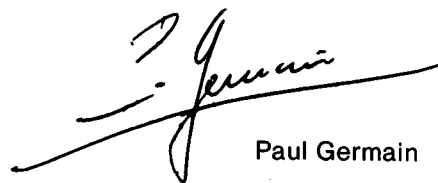
Je voudrais simplement vous dire que je me réjouis de l'intérêt que nos Collègues Québecquois portent à cette question et que nous sommes naturellement prêts à coordonner nos efforts avec les leurs.

Il me paraît inexact d'interpréter le rapport de l'Académie comme un «coup terrible» porté à la francophonie. Bien au contraire, notre Compagnie engage les autorités françaises à réagir devant un état de fait que nous déplorons. Elle tente de préciser dans ce rapport où se trouvent les priorités d'une action réaliste et féconde. Devant le sérieux pour ne pas dire la gravité de la situation il importe en effet de savoir où mener le combat, où faire porter les efforts.

Il me semble, à voir ce qui est mis en chantier actuellement dans notre pays, que les initiatives sont nombreuses, inspirées par la plus grande bonne volonté, mais souvent menées dans une grande dispersion, et je crains que les résultats ne soient pas à la hauteur des espérances. Il faudrait me semble-t-il garder la tête froide, bien juger les enjeux, évaluer la portée et les chances de succès rapides d'une résolution et d'une décision.

Je voulais, Mon Cher Collègue, ne pas vous laisser sur une impression erronée sur les intentions qui sont les nôtres. La préparation de ce rapport a été très difficile, car nos confrères avaient au départ des positions très tranchées; ce n'est qu'à la suite de plusieurs tentatives de rédaction, qu'après de longs échanges de vues que s'est peu à peu dégagée une position que nous croyons non seulement réaliste mais aussi très positive et qui a reçu en définitive l'accord d'une large majorité. L'Académie des Sciences et je pense la communauté scientifique française, sont prêtes à une action vigoureuse pourvu que celle-ci soit bien étudiée et bien engagée. Je pense que le rapport de l'Académie décrit bien ce que pourrait être l'horizon et les grandes lignes de cette action.

Veillez agréer, Cher Collègue, l'assurance de mes sentiments très cordialement dévoués.



Paul Germain

Copie à M. André Thomas ■

# **Académie des sciences**

## **Dernière heure: l'Académie des sciences nous écrit**

### **Simple commentaires**

#### **en réponse au professeur Paul Germain, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences de Paris**

Monsieur le secrétaire perpétuel et cher collègue,

Votre démarche, en nous adressant la vôtre du 13 décembre dernier, est fondamentalement bonne, car elle suggère que vous n'êtes nullement indifférent à l'objectif que notre ligue internationale LISULF s'est assigné: promouvoir l'usage du français en sciences.

Ceci dit, le contenu, à mon regret, ne nous apporte aucune lueur d'espoir qui nous rétablirait du coup terrible porté par le Rapport, en date d'avril dernier, émis par votre illustre compagnie. Ainsi, inquiets et perplexes, nous cherchons un sens à ce passage.

«... notre Compagnie engage les autorités françaises à réagir devant un état de fait que nous déplorons.»

Comment votre compagnie peut-elle à la fois **déplorer** un état de fait, et contribuer à **aggraver** ce même état de fait?

Autorité française elle-même et nantie de hautes responsabilités, peut-elle inviter les autres à **réagir**, alors qu'elle-même opte pour **se conformer** à cet état de fait?

Voudriez-vous nous éclairer et nous rassurer? (Alors que certains vous regardent déjà comme des déserteurs, des collaborateurs, des trafiquants livrant

des armes à nos adversaires). Seriez-vous d'accord pour engager le gouvernement français à mettre en œuvre le Manifeste de Montréal, notamment en ce qui suit?

**Que tous les travaux valables des scientifiques français soient publiés prioritairement en français, que ce soit là un résultat et une condition du support financier et moral accordé par le peuple français à ses scientifiques.**

Sinon, que veut dire votre séduisante idée, de **coordonner** vos efforts avec ceux des collègues québécois (et bien sûr des collègues du reste de la francophonie, de ceux de la LISULF)? Autrement, peut-on songer à coordonner ce qui est pro-français et ce qui est anti-français? L'Académie voudra-t-elle se ressaisir?

Naturellement nos colonnes vous sont ouvertes, pour informer nos lecteurs de vos réponses et de vos efforts. Le numéro sous presse consacre plusieurs pages à ce Rapport, aussi j'arrête ici mes simples commentaires.

**Pierre Demers** ■

### **Affichage libre**

#### **Science et francophonie vous signale...**

**Colloque de la LISULF**  
**Sur le français scientifique au Québec**  
**le vendredi 27 mai 1983, de 9h00 à 12h00**  
**au cours du 51<sup>ème</sup> congrès**  
**de l'ACFAS**  
**à l'Université du Québec à Trois-Rivières**  
Organisé par la LISULF avec le concours de l'ACFAS  
Pour renseignements et pour inscrire une communication:  
Secrétariat de l'ACFAS, c.p. 6060, Montréal, QC H3C 3A7, (514) 342 1411  
Gilbert Lannoy: 3083, rue Beauséjour, Saint-Laurent, QC H4K 1W5, (514) 336 1914  
Pierre Demers: 1200, rue Latour, Saint-Laurent, QC H4L 4S4, (514) 747 2308

# Que penser du Rapport de l'Académie des sciences?

Pierre Demers

## Faudrait-il porter les Académiciens déserteurs?

*Ni intransigeants, ni résignés, les Académiciens se déclarent réalistes. Malgré quelques idées évidemment excellentes, ils consacrent ou recommandent des reculs importants: sans la langue anglaise, il n'y a pas, selon eux, de rayonnement international de la science française. Ce rapport a-t-il reçu l'approbation unanime des Académiciens?*

*Dans la bataille pour promouvoir la langue française, faudrait-il les porter déserteurs?*

*L'Académie voudra-t-elle se ressaisir?*

### Félicitations

S'il convient que nous félicitons le professeur Jean Bernard et ses collègues, pour s'être attachés à cette tâche et pour avoir livré un Rapport cohérent, il faut néanmoins que nous apportions des réserves sérieuses à propos de son contenu.

Assurément, plusieurs idées et plusieurs mesures vont de soi et sont excellentes, comme l'usage du français dans les textes officiels de la communauté scientifique et dans les congrès internationaux en dehors de la France: les scientifiques français devraient s'exprimer en français chaque fois qu'ils sont en mission officielle. Il faut jouer tous les atouts de la science française en faveur du rayonnement de la culture et de la langue française, il faut inviter les savants francophones aux réunions nationales en France.

Quant aux écoles d'été et aux réunions internationales tenues en France, qui donnent aux savants les plus prestigieux l'occasion d'acquérir une idée plus juste de la culture française, même si l'anglais est la langue principale qu'ils emploient, l'idée n'est pas dénuée d'à-propos, mais la consolation paraît un peu saugrenue.

C'est certes une idée louable de mettre à contribution les services scientifiques des ambassades de la France, de favoriser les séjours des Français à l'étranger, pourvu cependant qu'ils ne soient pas, une fois rentrés dans leur pays, des artisans de la «Conquête des esprits», dont Yves Eudes analyse l'appareil dans

son livre récent, au détriment de la langue française et de son usage.

Mais notons une remarque relativement courageuse: mieux encourager les revues paraissant en France «pourvu que la possibilité de publication en français soit réellement garantie», et ce, «contrairement à une opinion parfois avancée», parce que le fait que le centre de décision soit en France est d'importance capitale.

Quant à promouvoir l'expression de l'information scientifique et technique en français, chaque fois qu'il existe un public assez large pour l'accueillir et en tirer profit, en matière de livres et revues d'enseignement, de publications techniques, professionnelles et de vulgarisation, de documents audio-visuels, etc, nous ne pouvons qu'applaudir, tout en nous demandant ce que l'étalage de ces précisions nous prépare à accueillir dans ce qui suit.

### Toute situation «privilégiée» demande l'usage de la langue anglaise (l'Académie)

Et ce qui suit ne nous rassure pas du tout. L'Académie prône un bilinguisme «selon lequel l'anglais et le français devraient être employés simultanément dans des situations privilégiées». Et que sont ces situations privilégiées? Les voici: monographies ou articles de synthèse bilingues, éditions anglaises des revues les plus intéressantes, peut-être une édition anglaise des Comptes rendus eux-mêmes, afin que certains auteurs étrangers leur confient en plus grand nombre l'annonce de leurs résultats originaux; du moins des résumés en anglais plus longs.

Le fait que le centre de décision soit en France justifie, selon ce Rapport, ce qui suit.

«... encourager et soutenir vivement ceux qui veulent bien organiser des réunions internationales, lancer une revue de classe internationale, sans faire peser sur eux des contraintes de langue»; le chercheur ne doit cependant pas être abusivement pénalisé s'il choisit de s'exprimer en français.



# Académie des Sciences

► L'Académie considère que « les scientifiques français, comme ceux du monde entier, doivent aujourd'hui connaître et maîtriser au moins cet anglais simplifié qui est devenu le langage international de la science. Loin de les empêcher, il faut les y aider. »\*

Mis en face de tels propos, qui pourrait se formaliser de déclarations comme celles-ci? « si c'est en français, c'est parce que ce n'est pas assez bon pour les lecteurs extérieurs à la France! »\*

## L'usage du français en sciences est-il une question d'importance réduite?

Selon ce Rapport, l'enjeu (des débats concernant les publications spécialisées) « ne porte que sur une partie relativement très réduite de l'ensemble des questions soulevées par la défense de la langue française menacée. » Partie réduite en quantité, si l'on veut, mais, le professeur Bernard Cassen de l'Université de Paris-Vincennes (Paris VIII) l'a montré dès 1977, combien importante à cause de la bataille pour la maîtrise de l'information scientifique et technique mondiale.

## Y avait-il unanimité chez les Académiciens?

Ce rapport a-t-il reçu l'approbation unanime des Académiciens? À ce sujet, voici quelques extraits. « Dans cette option, non systématique certes, mais réaliste, qui a été choisie à l'unanimité... l'emploi de la langue française dans les communications scientifiques est un problème délicat sur lequel ses membres et ses correspondants professent des opinions variées, parfois divergentes... l'affaire prend valeur de symbole... les opinions au sein de la communauté scientifique et au sein de l'Académie sont variées et parfois opposées. »

S'il est vrai que les membres et les correspondants de l'Académie professent des opinions divergentes, comment ce Rapport a-t-il pu recevoir une approbation unanime? On s'attendrait au moins à ce que le groupe, ou les groupes des divergents, ait le souci d'émettre un rapport minoritaire.

\* Ainsi, Daniel Sandoz écrivait: «... une revue de Biologie cellulaire n'ayant pas un titre anglais apparaît aux étrangers comme une revue nationale et non comme une revue internationale ». Daniel Sandoz, rédacteur de *Biology of the cell*, publication de la Société française de microscopie électronique SFME, avril 1981.

Et encore, cette citation recueillie par Eisemon et Rabkin: «... if he is any good, he'll say it in English. » Propos d'un professeur de génie à l'Université Mc Gill, en 1976. (... s'il a quelque chose de valable à dire, il le dira en anglais.)

L'existence de telles divergences nous a été confirmée par le professeur Thomas. La rédaction du Rapport est l'œuvre du Bureau: Bernard, Jacquinot, Germain et Courier. Tous les Académiciens ont eu, semble-t-il, l'occasion de s'exprimer à son sujet. Les physiciens et surtout les physiciens du noyau, étaient en faveur de l'usage exclusif de l'anglais. Le Rapport a par conséquent suivi une ligne moyenne. Son approbation en séance s'est faite expéditivement, car l'Académie avait tout autre chose d'important à examiner ce jour-là.

Il est déjà arrivé qu'un organisme délibérant ne puisse en arriver à des conclusions unanimes, même et surtout dans une cour de justice. On cite le cas du Conseil des sciences du Canada, auquel participait Fernand Seguin. Celui-ci étant en désaccord avec ses collègues, a émis un rapport minoritaire sous sa seule signature, et a démissionné d'ailleurs, du Conseil.

## Conclusions

Notre critique peut se condenser en 3 points.

1° On peut regretter surtout que ce Rapport minime à un tel point le rôle de la francophonie. Sauf s'il s'agit de s'en servir pour élever le prestige de la France, sauf s'il s'agit d'y trouver un débouché pour le commerce d'édition de la France, il ignore la francophonie. Il l'ignore par exemple au point de vue d'une possible concertation entre les pouvoirs et entre les communautés scientifiques. Une telle concertation est d'ailleurs déjà en cours depuis novembre 1981, à la suite de l'action de la LISULF et du Colloque de Montréal.

L'Académie aurait peut-être avantage à compter davantage de membres associés de la francophonie. Le bottin administratif nous apprend qu'elle compte, en 1981, parmi 66 Associés étrangers, la répartition mentionnée au Tableau I. Dans un prochain numéro de

**Tableau I**  
Concernant les Associés étrangers de l'Académie des sciences de Paris

Afrique francophone	0	Italie	1
Allemagne fédérale	5	Japon	1
Argentine	1	Pays-Bas	3
Belgique	7	Québec	0
Canada (sauf Québec)	1	Suède	4
États-Unis	23	Suisse	3
France	3	URSS	7
Grande-Bretagne	7		

Total 66

Science et francophonie, on trouvera une analyse plus détaillée sur la composition de l'Académie des sciences de Paris.

# Académie des Sciences

► L'Académie a beau parler du prestige de la France et de son prestige propre (à propos de sa proposition de « Professeurs de l'Académie », au titre prestigieux). Un pays qui ne se respecte pas, une Académie nationale qui place délibérément sa propre langue au second rang, peuvent-ils inspirer le respect?

2° Ce rapport nous emporte très loin des recommandations du Manifeste de Montréal: que tous les résultats valables des chercheurs paraissent prioritairement en français, que ce soit là une condition et un résultat du support financier que leur fournit la communauté nationale francophone à laquelle ils appartiennent.

Le professeur Kastler nous le laisse entendre plus haut: les jeunes sont pénalisés dans leur carrière s'ils publient en français. Ce serait une brimade tragique pour eux que de les y obliger. Les explications de Gérard Petiau nous font comprendre pourquoi: on peut voir là une réussite de la politique de diffusion culturelle américaine.

3° « Le français est une langue internationale de la science ». On cherche en vain, dans tout ce Rapport, l'affirmation déterminée que le français est une langue internationale de la science.

On y trouve en revanche une proclamation de l'anglais comme langue internationale de la science. Peut-être les Nations Unies seraient-elles habilitées à fonder une telle proclamation, mais jusqu'ici, malgré la proposition du professeur Kastler à ce sujet, rappelée plus haut, ce n'est pas chose faite.

Sous le frontispice glorieux de l'Institut de France, à côté de la coupole célèbre, symbole de l'Académie française, l'Académie des sciences de Paris exclut, proscriit le français, ou le relègue au second rang. Pour des situations qu'elle désigne comme « privilégiées », l'Académie privilégie l'anglais, puisque sans lui, sans le bilinguisme français-anglais, il n'y aurait pas le « rayonnement de la science française » qu'elle souhaite.\*

Décidément, les Américains ont trouvé, dans les personnes des Académiciens de l'Académie des sciences de Paris, de bien bons collaborateurs!

## Dans la bataille pour la langue française...

Venant de si haute et de si respectable autorité, pareilles proclamations, pareilles reculades donnent à réfléchir. Science et francophonie ne pouvait pas garder le silence. Les adversaires de la langue française, les ennemis du progrès des peuples francophones, ne manqueront pas d'exploiter ce Rapport. Nous voyons d'ici leurs sourires narquois. À moins qu'ils se contentent de dire leur accord avec ce

Rapport: « En effet, la langue française est de toute façon rendue bien bas, en science, tout le monde le savait, ce n'est là qu'une confirmation de plus, et il faut apprendre à vivre comme ça, avec l'anglais langue prédominante à travers le monde, en France comme ailleurs, et patati et patata... »

Dans la bataille que la LISULF, et bien d'autres groupes aussi mènent pour le progrès et la promotion de l'usage du français dans toutes sortes de domaines, ce Rapport reste accablant alors que nous avons besoins d'un réconfort venant d'en haut.

On nous saura gré d'évoquer à ce propos, pour terminer, un article de Michel Jobert, président de l'Union des démocrates, devenu depuis lors ministre du commerce extérieur de la France dans le gouvernement Mitterrand.

«... le gouvernement omet de se battre—mais où se bat-il?—sur un créneau où nous risquons de tout perdre, celui du langage scientifique... la bataille bat son plein. Si, pendant la bataille, le gouvernement français ne se ressaisit pas et ne prend pas les mesures qui dépendent de lui, faudra-t-il le porter déserteur?»\*\*  
Michel Jobert, Le Monde, 26-27 août 1979

Il faut dire que le gouvernement français actuel, avec Chevènement et Mitterrand, semble intéressé à faire sa part dans ce combat.

## Quant à l'Académie, est-ce qu'elle va se ressaisir?



\*Il ne faudrait pas accuser l'Académie de chauvinisme et d'étroitesse d'esprit. Ce n'est pas elle qui voudrait brimer la liberté individuelle du chercheur. C'est elle qui déclare: «... de laisser au chercheur la liberté de s'exprimer à chaque occasion dans la langue qui lui paraît appropriée et lui faire confiance...»

D'autres partenaires dans ce débat s'expriment avec moins d'ambages. Nous connaissons tous les propos de Garfield en 1976: les scientifiques français sont trop provinciaux; s'ils veulent se faire lire et écouter des collègues des autres pays, ils devront désormais user de la langue anglaise.

Mais dans ces conditions, ceux qui usent de la langue anglaise le font-ils vraiment par l'exercice d'un libre choix?

\*\* NDLR. C'est la Rédaction de Science et francophonie qui a souligné certains passages.

## Vie et actualité de la science et de la francophonie

# Le français, langue scientifique internationale

### Témoignages

Il y a près de trente ans que je fréquente régulièrement des colloques et des congrès scientifiques internationaux dans le domaine des sciences sociales, essentiellement en sociologie et en sciences de l'information.

J'ai également une pratique d'organisations intergouvernementales mondiales et européennes ainsi que d'organisations internationales non gouvernementales.

J'ai hélas constaté combien grave est le recul du français, même dans les organisations scientifiques où il a un statut d'égalité avec l'anglais.

Dans un premier temps, je voudrais passer en revue les causes de ce phénomène.

#### 1° La loi de la majorité

Le poids du monde anglo-saxon dans la recherche scientifique tant quant aux sciences de la nature que quant aux sciences sociales est évidemment considérable.

On l'a chiffré quantitativement et il est en somme parallèle à celui de la consommation énergétique ou du produit intérieur brut par tête d'habitant, ce qui n'est pas peu dire.

Le compte est en effet impressionnant incluant les U.S.A., les trois quarts du Canada, le Royaume-Uni, une grande partie du monde scientifique de l'Afrique du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc.

#### 2° Problème de marché

C'est aussi un problème de marché.

Avec des millions de scientifiques et d'étudiants, les possibilités d'édition et de vente de littérature primaire et secondaire en anglais sont considérables et bénéficient d'un privilège par rapport aux éditions en d'autres langues.

#### 3° La loi du nombre

Conséquence, le monde non anglophone suit ce courant considéré comme inéluctable. Avec la pauvre phonétique de l'anglais qui caractérise les Indiens, des chercheurs de ce pays ont exprimé leur stupéfaction devant moi en apprenant que l'enseignement universitaire, sauf exceptions, n'est pas organisé en anglais mais en français à Bruxelles et en Wallonie!



#### 4° L'indifférence

C'est une tautologie d'écrire que les scientifiques s'intéressent à leurs sciences plus qu'à la langue: si l'on admet à tort que la langue est un simple outil d'expression et non pas un support d'une culture sociale et d'une personnalité individuelle, pourquoi ne pas utiliser une langue plutôt qu'une autre?

#### 5° Le snobisme

Dans le monde français comme dans le monde hispanique et dans d'autres sociétés à langue de relativement grand rayonnement, l'étude et la pratique d'autres langues ne vont pas de soi pour les intellectuels, contrairement au cas des pays scandinaves par exemple à langues de rayonnement réduit. Par conséquent, ceux qui connaissent d'autres langues, et notamment l'anglais, tiennent à en faire étalage soit par l'emploi d'une langue bâtarde «franglicisée» soit par le recours à l'anglais comme tel.

#### 6° L'enseignement

Inévitablement, l'enseignement suit ce courant, de sorte que l'on s'accepte comme vaincu.

### Que faire?

1° Pour des raisons diverses signalées plus haut, trop peu de périodiques scientifiques de caractère international sont publiés en français en Wallonie, en Suisse, au Québec, en France et ailleurs.

Le remède est dans des périodiques de la francité tout entière. Cela postule qu'il y ait effectivement des périodiques scientifiques primaires en langue française respectant les recommandations de l'ISO et ayant notamment, de ce fait, un véritable renom international\*.

#### 2° Littérature secondaire

Il faudrait, en deuxième lieu, éditer des recueils de comptes rendus analytiques de toutes les publications en langue française.

## Vie et actualité de la science et de la francophonie

Jean E. Humblet est sénateur coopté de Genval. Il est professeur à l'Institut Catholique des Hautes Études Commerciales ICHEC à Bruxelles, et à l'Université de l'État à Mons. Vice-président de l'Association des sociologues belges de langue française, ancien secrétaire général de la Fédération internationale de documentation, il est vice-président de l'Association Wallonie-Québec qui existe en Belgique, association bien vivante, qui participait par exemple à la fête nationale du Québec célébrée à Bruxelles, le 24 juin 1982. Une association de même nom est en voie de formation au Québec, qui doit s'appeler elle aussi Wallonie-Québec, et qui devrait avoir un pied-à-terre dans la maison de la Délégation générale de Wallonie-Bruxelles, ouverte dernièrement à Québec, au 72, Côte de la Montagne.

Ajoutons que le sénateur Humblet est l'un des premiers Belges qui ont adhéré à la LISULF.

Il a bien voulu nous adresser le texte que voici.

---

### Jean E. Humblet

---

► Pareille initiative avait été prise au Québec il y a quelques années.

#### 3° Information

En troisième lieu, il importe que quelque part, dans le cadre de la francophonie, soit tenue à jour une liste des périodiques scientifiques primaires et secondaires entièrement ou partiellement de langue française.

#### 4° Coordination

Il se trouve que, malheureusement, la coordination des efforts en faveur de la langue française n'est, à vrai dire, pas réalisée: quels liens y a-t-il entre l'AUPELF (Association des Universités partiellement ou entièrement de Langue Française), l'Association des Parlementaires de Langue Française, LISULF, etc.

#### 5° Coordination des organisations scientifiques

Il est nombre d'organisations scientifiques forcément françaises puisqu'elles ont pour cadre soit la seule France ou le Québec telles dans mon domaine, la Société Française de Sociologie ou la Société des Sociologues et Anthropologues de Langue Française du Canada, soit internationales telle l'Association des Sociologues de Langue Française.

Nombre de ces associations, si elles ont le devoir et le souci d'être scientifiquement de qualité, n'ont presque jamais celui de tenir compte du français comme langue dans leur discipline.



Jean E. Humblet, photographié au cours d'une brève pause, entre 2 séances de travail avec des collègues à l'Université de Montréal, et avant de s'envoler vers la Chine (27 août 1982)

---

Il me paraît qu'il y a là une initiative urgente à prendre.

Je la souhaite, je l'espère, je l'attends et je suis prêt à y contribuer. ■

\*Dans le domaine sociologique, cela me paraît être le cas, par exemple, de la Revue française de sociologie compte tenu notamment de ces analyses dans diverses autres langues internationales

## Libres propos

# ...mais aujourd'hui il n'y a pas de Malherbe

Hoang-Don-Tri

Monsieur le président,

Je suis un travailleur scientifique, exactement ingénieur chargé de recherche, dans une usine aéronautique.

Ayant appris récemment l'existence de votre association, j'ai pensé faire œuvre utile en vous adressant quelques réflexions sur les tendances actuelles, dans les milieux scientifiques français, concernant l'opportunité ou la non-opportunité de l'utilisation de la langue française.

S'il est indiscutable qu'à l'heure actuelle l'anglais ou plutôt l'américain prévaut dans les communications scientifiques internationales, est-il normal, pour un pays comme la France, d'accepter ce fait comme un fait accompli pour toujours? Est-il normal que tous les séminaires importants se déroulant en France dissertent exclusivement en anglais, même ceux qui sont subventionnés par l'État français?

La langue française, avec un si extraordinaire passé, est-elle devenue si pauvre, si décrépite au point que les éminents nationaux la trouvent inapte, sinon indigne, pour exprimer leurs pensées?

Mon expérience personnelle, particulière, peut apporter un certain éclairage... En effet, je suis d'origine vietnamienne, né sous la colonisation française. J'ai vu le temps où la langue française écrasait systématiquement la langue vietnamienne, dans un pays où la majorité des gens ne comprenaient pas le français. Il est donc assez facile de comprendre que les autochtones, parmi les plus conscients du Vietnam, luttèrent pour la défense de la langue maternelle contre celle des colons.

Le hasard de la vie m'a fixé en France depuis de longues années et c'est la même logique qui me pousse aujourd'hui à prendre la défense de la langue française contre la domination de l'anglais. Un petit rappel historique n'est pas inutile pour révéler la fatuité de certaines choses.



Avec le Laos et le Cambodge, le Vietnam faisait partie de l'Indochine française. Voisin de la Chine, de la Birmanie et de la Thaïlande, le Vietnam touche les eaux du golfe du Tonkin, de la mer de Chine méridionale et du golfe du Siam.

Jusqu'à la fin du 19<sup>e</sup> siècle, apprendre le chinois était, au Vietnam, la pierre angulaire pour accéder aux hautes fonctions. Pendant la période française, jusqu'en 1954, la langue française fut évidemment la première langue de toute l'Indochine et sa méconnaissance, pour un Vietnamien, pouvait signifier médiocrité et misère. De 1954 à 1975, ce fut le tour de l'anglais. Aujourd'hui, c'est le russe. Et demain?

Qu'est devenue ainsi la langue maternelle que les millénaires ont forgée?

Il est souhaitable que le même phénomène n'arrive pas à un pays comme la France. Il ne faut pas que la langue maternelle, sentie, ressentie jusqu'aux tripes par la majorité d'un peuple, subisse tous les vents et remous de l'histoire et souffre de tous les changements de rapports de forces du monde jusqu'au risque d'en mourir.

## Libres propos

La vie hélas montre que c'est toujours l'élite intellectuelle, scientifique et surtout technique, c'est-à-dire les enfants les plus gâtés d'une nation, qui s'avère être la plus ingrate. Pour des raisons bonnes parfois et sordides souvent, le monde scientifique français abandonne de plus en plus la langue française au profit de l'anglais.

Pourtant, il passe sous le bon sens qu'un travail scientifique de valeur conserve intégralement ses qualités même s'il est exprimé en français! S'il s'avère utile de le communiquer aux scientifiques d'autres pays, en particulier aux scientifiques américains, ce travail doit aussi profiter à la nation française. Dès lors, pourquoi donc ne pas l'exprimer dans la langue française?

Les arguments de ceux qui abandonnent le français pour l'expression scientifique :

L'anglais est une langue souple, facilement adaptable, concise... Cela est reconnu.

Mais cette langue a aussi les défauts de ses qualités. D'aucuns reconnaissent, du point de vue de la précision, la supériorité de la langue française.

Il y a certes un intérêt à utiliser l'anglais comme langue véhiculaire scientifique. Mais là n'est pas le problème: ce qu'il faut dénoncer, c'est son usage exclusif et abusif au sein d'une nation. Un peuple qui commence à abandonner sa langue, qui éprouve de la honte pour le parler et l'écrire, est un peuple perdu.

Que des pays du Tiers Monde utilisent l'anglais pour l'expression scientifique, ce n'est peut-être pas une chose heureuse, mais ils ne peuvent faire autrement. En raison de leur sous-développement, du fait qu'ils ne disposent pas d'un outil linguistique suffisant et adéquat, ils recourent à une langue étrangère, en l'occurrence l'anglais, et cela se comprend.

Le point de vue d'Etiemble :

Le brillant intellectuel français Paul Etiemble est un défenseur acharné de la langue française, tout le monde le sait. Il a horreur du «franglais». A-t-il raison? Je ne le crois pas tout à fait.

Son rejet absolu de toute «impureté» me semble inefficace. Car l'histoire d'une langue, c'est comme l'histoire d'un peuple. Il n'y a pas de peuple «pur», sauf dans le cerveau de malades paranoïaques. Il n'y a pas non plus de langue «pure».



Malherbe 1555-1628

Le métissage au cours des siècles a été inévitable et la langue s'en est enrichie. Aujourd'hui, pour éviter la domination absolue de l'anglais et le délaissement total du français dans l'expression scientifique, il faut se plier devant certaines réalités et remettre en question la langue française, non pour la nier et la détruire, mais pour la réformer, la sortir de son «vieillesse», l'adapter à la période moderne en brisant certains chaînes et certaines lourdeurs.

Que faire, que proposer?

«Enfin, Malherbe vint!»

On peut souhaiter un tel événement aujourd'hui. Mais aujourd'hui, il n'y a pas de Malherbe.

Néanmoins, un ensemble de milieux culturels, scientifiques, techniques, ont intérêt à préserver la langue française en la rénovant. Cette rénovation devra être soutenue et encouragée par les pouvoirs publics. Une association comme la vôtre pourrait proposer une commission d'étude pour la modernisation de notre langue avec l'accord et le soutien éventuel de différents ministères... ■

Lettre reçue par Daniel Pajaud, président de la LISULF-France ANSULF

# Les scientifiques

**Les scientifiques ont-ils peur de la bataille? Seraient-ils tous des transfuges ayant abandonné le camp de la langue française au cours de cette bataille?**

Le monde de la francophonie est vaste et disparate par la couleur de la peau comme par la nature des professions. C'est une obligation découlant d'uncivisme bien naturel, que chaque citoyen profite des occasions qui sont à sa portée, pour faire avancer la cause de l'usage de la langue française. C'est là une idée dont l'application est, entre autres, à la portée des mieux nantis, de ceux qui ont et exercent un droit de parole: journalistes, politiciens, professeurs et chercheurs, sans oublier les gens de profession et les commerçants. Les universitaires sont au premier rang des personnalités, dans le monde francophone, capables de s'exprimer et de poser des gestes conformes à leurs convictions.

Ceux parmi les scientifiques francophones, qui hésiteraient et qui professeraient indifférence ou désir d'abstention à ce sujet, devraient se sentir encouragés à faire leur part ouvertement, s'ils prennent conscience que la bataille est très réelle autour d'eux, que leur rôle est indispensable et qu'eux seuls peuvent le jouer. Cette bataille réclame la pleine participation des lettrés et des savants.

Il y a bien des sortes de bataille. Ceci est une évocation de la bataille d'Iwojima.



# et la bataille pour la langue française

Entre le peuple et les gens de la recherche, il ne doit pas se creuser de fossés; s'il en existe, dans l'esprit des uns ou des autres, ils doivent être comblés. On ne peut pas admettre qu'il s'édifie des tours d'ivoire; s'il en existe, dans les habitudes prises ou dans les imaginations, que ces tours deviennent transparentes, qu'elles servent pleinement à éclairer la population et à l'appuyer dans sa lutte collective pour la langue française.

Ou alors, la population se trouvera-t-elle justifiée de penser que ses savants ont peut-être beaucoup de science, mais qu'ils ont bien peu de courage; qu'ils revendiquent la qualité de citoyens lorsqu'il s'agit de se battre pour obtenir des crédits de recherche, des prix, des promotions ou des nominations, mais qu'ils lâchent les autres citoyens et qu'ils disparaissent du champ de bataille, dès qu'il s'agit de se battre, avec l'arsenal pourtant puissant qui leur est propre, dans la bataille pour la langue française?

Si l'opinion publique découvrait qu'ils ont été des transfuges, continuerait-elle de les nourrir, de leur bâtir des palais et de leur consacrer des monuments?

Pierre Demers

Scientifiques, rendez-vous à la LISULF!

Inspirée d'une photo célèbre d'Eugene Smith.

## **Affichage libre**

**Science et francophonie vous signale..**

# **ENCYCLOPÉDIE INTERNATIONALE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES**

Ouvrage publié sous la direction  
de  
**ROGER MORVAN**  
avec le concours de Pierre Auger et de plusieurs autres

À cet ouvrage, l'Académie française a décerné  
le  
Grand Prix du rayonnement français  
10 volumes et un supplément, ce dernier paru en 1973  
Éditeur: Les Presses de la Cité, Paris

Cet ouvrage est actuellement épuisé. Il est question d'une nouvelle édition.  
Il est question de l'augmenter d'un douzième tome, formant une mise à jour et complet en soi.

## **VADE-MECUM du TECHNICIEN**

À cet ouvrage collectif de Raymond Pannetier, LISULF-France ANSULF a décerné  
le

**P R I X  
C A L L A G H E I N  
1982**

SCF 1981

2 tomes sont parus; prix de ces 2 tomes: 810 ff + port

Éditeur: SCF du Bastet, 16, Résidence du Parc, 91300 Massy, France, (16) 557848  
au Québec: SOMABEC, 2475, rue Sylva Clapin, St-Hyacinthe, Québec, QC J2S 5T5,  
(514) 467-8565

Ouvrage de référence en français.

Tables de constantes, formulaires, tout ce qui peut intéresser le technicien nucléaire.  
Cet ouvrage est agrémenté de recettes pittoresques, toutes expérimentées par l'auteur:  
bâtir un igloo, faire du confit d'oie, etc.

## La bataille pour la langue française

# La bataille pour la langue française

« La bataille bat son plein... »

Michel Jobert, *Le Monde*, 26 août 1979

«... le gouvernement omet de se battre—mais où se bat-il?—sur un créneau où nous risquons de tout perdre, celui du langage scientifique... la bataille bat son plein.»  
Michel Jobert, *Le Monde*, 26-27 août 1979

## Extraits et nouvelles



Michel Jobert, ministre d'état au commerce extérieur dans le gouvernement de la France

### Michel Jobert au congrès *du Mouvement* de l'Union des démocrates

Au début de septembre 1982, Michel Jobert prenait la parole au congrès de l'UD, dont il est le président. Il a expliqué pourquoi il a soutenu M. Mitterrand aux élections de mai 1981. Ses propos continuent ceux du 26 août 1979 placés en exergue de cette section de Science et francophonie. Ses fonctions de ministre du commerce extérieur de la France n'ont pas changé ses convictions sur la nécessité d'une bataille pour la langue française.

« Je l'ai soutenu parce qu'il parle français. Il y a chez lui cette exigence que la France existe au travers de son histoire, de sa langue, de sa culture... »

Votre devoir est aussi d'être impartial, pugnace, offensif et parfois injuste envers ce qui est trop établi...

La France n'est pas contestée dès qu'elle sait ce qu'elle veut, ce qu'elle peut...

Cette résolution de se battre, chacun doit en avoir conscience, fonctionnaire, cadre ou homme politique... »

D'après *Le Monde* du mardi 9 septembre 1982 ■

## Affichage libre

Science et francophonie vous signale...



## DICTIONNAIRE DE FRANGLAIS

Ouvrage collectif

Éditeur: Le Prat

Paris, mars 1981

## La bataille pour la langue française

Wallonie-Bruxelles: une délégation générale à Québec

# Les Wallons et les Bruxellois veulent parler français

### Ouverture d'une Délégation générale de Wallonie-Bruxelles au Québec

À Québec, le 5 novembre 1982

Pierre Demers

Le Québec possède depuis plusieurs années sa «Délégation générale du Québec» DGQ, à Bruxelles. Il a établi des liens particuliers avec la Wallonie, grâce à la création de l'association Wallonie-Québec en Belgique, vouée à la promotion des intérêts culturels et économiques de nos peuples respectifs. D'autre part, grâce entre autres, à Jean-Pierre Poupko, la Commu-

nauté francophone a organisé à Bruxelles, la «Maison de la Francité à Bruxelles», dirigée par André Patris, et cette maison a établi une succursale à Québec, la «Maison de la francité de Bruxelles à Québec», laquelle a cessé de fonctionner il y a moins d'un an. Elle avait pour directrice, Mme Jolin, et pour local, le numéro 72 de la Côte de la Montagne.



Le pittoresque No 72 de la Côte de la Montagne, à Québec, abritant désormais la Délégation générale de Wallonie-Bruxelles au Québec. Photo prise le jour de l'inauguration, le 5 novembre 1982

# La bataille pour la langue française

Wallonie-Bruxelles



Conférence de presse, à la Délégation générale de Wallonie-Bruxelles, alors ouverte depuis quelques minutes. De gauche à droite: Jacques-Yvan Morin, André Damseaux, M. Mottard,



Le consul général de Belgique à Montréal, Ernest Van der Linden, parlant à l'ambassadeur de Belgique au Canada, Jan Robert Vanden Bloock, au cours de

l'inauguration de l'exposition des affiches Bénard, à la maison du Secrétariat permanent des peuples francophones, à Québec, le 5 novembre 1982

# La bataille pour la langue française

Wallonie-Bruxelles



René Lévesque, premier ministre du Québec, déclarant ouverte la Délégation générale de Wallonie-Bruxelles au Québec. À l'arrière-plan, de gauche à

droite: M. Mottard, Philippe Moureaux, Jean-Maurice Dehousse; on aperçoit Jacques-Yvan Morin. 5 novembre 1982



► Avec un appareil politique marqué par la présence de ministres de la Wallonie-Bruxelles et du Québec, par la présence de représentants du corps diplomatique international, et sous le regard attentif des médias, le local du numéro 72 de la Côte de la Montagne a été réouvert, et logera désormais une DGWB, consacrée aux échanges diplomatiques, politiques, culturels et économiques.

Les cérémonies se sont déroulées le 5 et le 6 novembre: inauguration officielle de la délégation, réception au Château Frontenac offerte par la DGWB, ouverture aussi, d'une exposition des affiches Bénard.

Voici quelques-unes des personnalités présentes qu'a remarquées le journaliste de Science et francophonie.

Du côté du Québec: René Lévesque, Jacques-Yvan Morin, Elie Fallu, Clément Richard, ainsi que plusieurs hauts fonctionnaires.

Du côté de Wallonie-Bruxelles, comme suit: Philippe Moureaux, ministre-président de l'exécutif de la Communauté francophone, Jean-Maurice Dehousse, ministre-président de l'exécutif de la région wallonne.

# La bataille pour la langue française

Wallonie-Bruxelles



Philippe Moureaux, Jean-Maurice Dehousse. 5 novembre 1982



Le consul général de Belgique à Montréal, Ernest Van der Linden, à gauche, et le consul général du Danemark à Montréal, Henning Stoffregen, se dirigeant

vers la réception offerte par la Délégation générale de Wallonie-Bruxelles, au Château Frontenac, à Québec, le 5 novembre 1982

# La bataille pour la langue française

Wallonie-Bruxelles



Le consul général des États-Unis à Québec, George Jaeger, au cours de la réception offerte par la Délégation générale de Wallonie-Bruxelles, au Château Frontenac à Québec. Plus loin, on reconnaît Jean-Maurice Dehousse et Clément Richard. Le 5 novembre 1982.

Clément Richard s'entretient avec son voisin André Damseaux, au cours de la réception offerte par la Délégation générale de Wallonie-Bruxelles, au Château Frontenac, à Québec. Plus loin, on reconnaît Jean-Maurice Dehousse et Marie-Paule Leduc, du Ministère des affaires intergouvernementales du Québec. Le 5 novembre 1982.



# La bataille pour la langue française

Wallonie-Bruxelles



À gauche, le sénateur Lagasse, sénateur de Belgique, en compagnie du recteur Hervé Hasquin, de l'Université libre de Bruxelles, au cours de la réception offerte par la Délégation générale de Wallonie-Bruxelles, au Château Frontenac, à Québec, le 5 novembre 1982.

Le sénateur Lagasse a participé, comme orateur invité, à la 7ème réunion annuelle de la Conférence des communautés ethniques de langue française, tenue à Brive, en France, les 27, 28 et 29 août 1982.

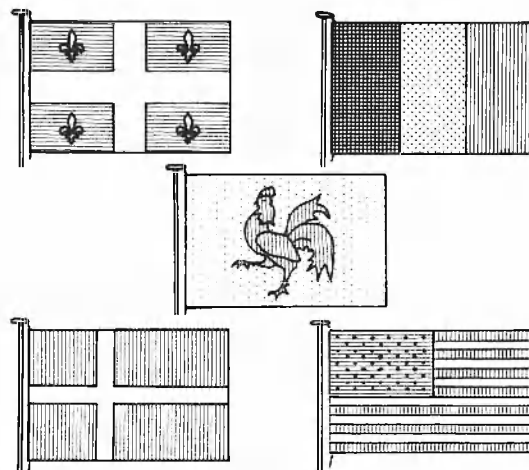
▶ André Damseaux, ministre de la région wallonne chargé des relations extérieures, le sénateur Lagasse.

Du corps diplomatique international:  
Jan Robert Vanden Bloock, ambassadeur de Belgique au Canada,  
Ernest Van der Linden, consul général de Belgique à Montréal,  
Henning Stoffregen, consul général du Danemark à Montréal,  
George Jaeger, consul général des États-Unis à Québec.  
Le Canada n'était pas représenté comme tel. La France était absente.

Au cours d'une conférence de presse tenue immédiatement après l'inauguration officielle de la DGWB, Science et francophonie a posé une question, à laquelle M. Philippe Moureaux a apporté une réponse. Cet échange sera présenté dans un prochain numéro.

On sait qu'il est question de créer au Québec une association Wallonie-Québec, parallèle de celle existant en Wallonie. À ce projet, s'intéressent, entre autres, le

député Elie Fallu de Lionel-Groulx, et le sénateur Jean E. Humblet de Genval.



INSTITUT DE FRANCE  
ACADÉMIE DES SCIENCES

RAPPORT  
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES SUR  
LA LANGUE FRANÇAISE  
ET LE RAYONNEMENT  
DE LA SCIENCE FRANÇAISE

PLAN

INTRODUCTION

1. LE PROBLÈME

- (a) NÉCESSITÉ DE LA COMMUNICATION SCIENTIFIQUE.
- (b) L'ANGLAIS, LANGUE VÉHICULAIRE DES SAVANTS.
- (c) L'AVENIR DU FRANÇAIS MENACÉ.

2. LES GRANDES OPTIONS

- (a) L'INTRANSIGEANCE.
- (b) LA RÉSIGNATION.
- (c) L'OPTION RÉALISTE.

3. PROPOSITIONS

DEUX REMARQUES PRÉLIMINAIRES

- (a) JOUER TOUS LES ATOUTS DE LA SCIENCE FRANÇAISE EN FAVEUR DU RAYONNEMENT DE LA CULTURE ET DE LA LANGUE FRANÇAISE
  - accueil des scientifiques étrangers :
    - étudiants,
    - professeurs et chercheurs;
  - organisation en France de manifestations internationales de haut niveau
    - écoles d'été,
    - congrès et colloques;

— 4 —

- place de la France dans les institutions internationales;
- séjours de professeurs et de chercheurs français à l'étranger;
- développement et renforcement des services scientifiques dans nos ambassades.
- (b) DÉVELOPPER LES EXPRESSIONS DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE FRANÇAISE AU SERVICE DE LA FORMATION ET DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUE DANS LES PAYS FRANCOPHONES :
  - ouvrages et revues d'enseignement;
  - revues et ouvrages techniques spécialisés;
  - actions de vulgarisation;
  - manifestations scientifiques nationales;
  - documents audiovisuels;
  - valorisation de ce fonds scientifique national par la traduction.
- (c) ASSURER LA PRÉSENCE FRANÇAISE DANS LES RÉUNIONS ET LES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES TRÈS SPÉCIALISÉES :
  - textes et actes officiels;
  - réunions scientifiques spécialisées internationales;
  - monographies spécialisées;
  - revues scientifiques spécialisées;
  - publications techniques.

CONCLUSION

**Annexe : Rapport de l'Académie des sciences**

Aubréville Auger Balachowsky Bastien Bénéard Benoit Bernard Bertaut Bessis Biamont Blanc-Lapierre

## INTRODUCTION

La langue française, qui fut jadis par excellence le mode universel d'expression culturelle, a perdu peu à peu ce privilège. Bien plus, lorsqu'on imagine les prolongements probables des évolutions récentes, compte tenu des conséquences prévisibles des données politiques, économiques et techniques actuelles, on peut craindre que l'avenir de la langue française ne soit très sérieusement compromis d'ici quelques décennies et sur les lieux mêmes où elle est, aujourd'hui encore, langue nationale.

La prise de conscience de cette périlleuse situation n'est certes pas récente. Mais l'actuel Gouvernement de la France a semble-t-il bien perçu les dimensions du danger et la nécessité d'une action vigoureuse pour l'éviter. Or l'un des signes les plus visibles de l'évolution qui vient d'être évoquée est donné par la pratique de la communauté scientifique française. Rien d'étonnant alors si la première action que le Gouvernement soit tenté de décider concerne cette communauté <sup>(1)</sup>.

L'Académie des Sciences sait depuis longtemps que l'emploi de la langue française dans les communications scientifiques est un problème délicat sur lequel ses membres et ses correspondants professent des opinions variées, parfois divergentes, ceci en raison des exigences contradictoires qu'il comporte. Mais, devant l'importance nationale de l'enjeu et l'imminence des décisions qui se préparent, l'Académie a décidé de conduire une réflexion sur le sujet et d'en faire connaître les conclusions.

Cette note comprend trois parties consacrées successivement à l'analyse du *problème*, à l'énoncé des *grandes options* et à la formulation de *propositions*.

..

### 1. LE PROBLÈME

Il faut en premier lieu saisir les contradictions qui éclatent dès que l'on rapproche :

- une nécessité : celle de la communication scientifique;
- un fait : l'usage de l'anglais comme langue véhiculaire de la science;
- un impératif : la défense du français menacé.

#### (a) NÉCESSITÉ DE LA COMMUNICATION SCIENTIFIQUE

Il n'y a pas de science sans communication : n'est pas scientifique ce qui n'est pas communicable et communiqué à autrui. Pour faire la science, chacun de nous doit savoir ce que font les autres, chez nous et hors de chez nous, surtout hors de chez nous, non parce que c'est mieux, mais parce que c'est beaucoup plus grand, dix à vingt fois sans doute. Il faut donc comprendre ce que nous communiquons, ce que dit et ce qu'écrit l'Étranger.

<sup>(1)</sup> Par exemple, note de Monsieur Jean-Pierre Chevènement, Ministre d'État, Ministre de la Recherche et de la Technologie, en date du 22 septembre 1981. Ce n'est pas la seule occasion où se soient manifestées les intentions du Gouvernement depuis quelques mois.

Il faut aussi communiquer à l'Étranger nos propres résultats. Il faut bien comprendre pourquoi cela est une nécessité tout aussi impérieuse. Pour payer notre dette à l'Étranger ? oui sans doute. Pour contribuer au rayonnement français à l'Étranger ? oui certes ! Mais la vraie nécessité est ailleurs. Notre science a besoin d'être examinée, critiquée, testée à l'Étranger, confrontée aux résultats parfois contradictoires, parfois complémentaires, obtenus ailleurs. Faute de ces comparaisons, de ces confrontations, de ces mises à l'épreuve continues, faute aussi de collaborations internationales qu'elles suscitent, notre science s'isolerait, se rétrécirait, parfois s'égarerait et en fin de compte dépérirait à plus ou moins bref délai. L'indépendance nationale, qui nous est chère, n'est dans le domaine de la science pure ni possible, ni souhaitable.

Quelles que soient donc les motivations individuelles, nombreuses et variées qui poussent les savants à publier, s'ils ne peuvent se passer de publier vers l'Étranger, ce n'est ni par altruisme, ni pour servir le prestige de la France aussi nobles que soient ces deux causes, mais c'est parce que la vitalité de la science française est à ce prix. Une Science nationale qui ne participe pas à la Science qui se fait dans le monde est condamnée à bref délai.

#### (b) L'ANGLAIS, LANGUE VÉHICULAIRE DES SAVANTS

Les savants ont, à chaque époque, utilisé pour communiquer une langue qu'ils ont privilégiée. Pendant plusieurs siècles, ce fut le latin ou le français. Depuis quarante ans, l'anglais est le langage principal de la science, l'anglais tel que le parlent et l'écrivent non seulement les anglophones, britanniques ou américains, mais aussi avec des bonheurs divers, les représentants de tous les pays développés, japonais et scandinaves, allemands et néerlandais, français, italiens et espagnols, belges et israéliens, soviétiques et européens de l'est. La grande majorité des publications nationales <sup>(1)</sup>, revues scientifiques et monographies spécialisées, tendent de plus en plus à adopter l'anglais ou tout au moins à lui réserver une très large place. L'anglais est aussi la langue scientifique de grands pays en voie de développement, l'Inde, le Pakistan, l'Amérique latine et de nombreux pays arabes.

Bien que le français soit encore la langue de travail des scientifiques en Afrique occidentale, dans les pays du Maghreb, au Québec et dans certains pays européens francophones, l'anglais est dès aujourd'hui la langue internationale de la science; elle pourrait devenir très prochainement sa langue unique.

Consécutifs de cette évolution, des pays de vieille et grande civilisation comme l'Allemagne et l'Italie, dont la langue est parfaitement apte à exprimer toutes les nuances de la pensée scientifique, ont déjà accepté, sans réserves particulières, l'anglais comme moyen de communication scientifique.

On s'est souvent interrogé sur les raisons du déclin du français comme langage scientifique au bénéfice de l'anglais. On a évoqué la complexité et la rigidité de la grammaire française, les évolutions historiques. La principale qui mérite d'être soulignée ici est la très haute qualité de la recherche scientifique dans les pays anglophones durant les dernières décennies. *A contrario*, on constate par exemple que, en raison de la place éminente occupée par l'école mathématique française, nombreux sont encore les

<sup>(1)</sup> Il faut excepter les publications des pays de l'est et de l'Union soviétique.

mathématiciens du monde entier qui lisent le français et qui sont même souvent capables de s'exprimer en français.

Il faut enfin noter que l'anglais des hommes de science est un anglais ou plutôt un américain simplifié, doté d'un vocabulaire limité et d'une grammaire rudimentaire, très différent de la langue de Shakespeare et des grands auteurs anglo-saxons. Acquérir les éléments de cet anglais scientifique permettant une expression orale et écrite suffisante est assez facile; car, dans un exposé ou une discussion scientifique, ce n'est pas l'éloquence ou l'élégance qui importe, mais des raisons de fond.

#### (c) L'AVENIR DU FRANÇAIS MENACÉ

Tous ceux qui sont attachés à l'avenir de notre langue, et en particulier tous les membres et les correspondants de notre Académie, sont aujourd'hui fort inquiets d'une triple menace qui pèse en ce moment sur le destin de la langue française et considèrent que sa défense est un impératif prioritaire. Ils sont résolus à participer à une action pour la survie du français comme langue nationale des pays actuellement francophones et comme expression privilégiée de leur rayonnement culturel.

La première menace, externe, résulte de l'influence exercée par tout ce qui nous vient des États-Unis en raison de leur puissance scientifique industrielle et commerciale certes, mais aussi de leur vitalité culturelle. Notre expression scientifique n'est pas la seule affectée, tant s'en faut. Les produits américains, les modes, les films, les œuvres littéraires et artistiques, les chansons de l'Amérique imprègnent notre vie quotidienne. Notre langage courant, celui de la publicité et celui des grands moyens d'expression, journaux, radio, télévision en particulier, intègrent de plus en plus dans un « franglais » à juste titre souvent dénoncé, cet apport brut de l'extérieur, révélant ainsi un certain affaiblissement de notre originalité culturelle.

La deuxième menace, interne, résulte de l'incapacité dont fait preuve notre peuple de maintenir sa langue dans sa pureté et sa correction traditionnelles. Même les privilégiés qui ont subi avec succès les examens et les concours ne savent pas toujours s'exprimer oralement ou par écrit sans écorcher notre langue. La maîtrise de cette dernière, dans le respect de ses règles d'orthographe ou de syntaxe, qui était une exigence requise des titulaires du certificat d'études, n'est plus un objectif majeur de notre éducation nationale qui semble s'être aisément résignée au laxisme ambiant de notre société.

La menace future est encore plus grave. Demain, avec le développement de la télédiffusion, chaque francophone, non seulement en France, mais aussi en Afrique, pourra recevoir directement en langue anglaise un ensemble extraordinaire d'informations, de biens culturels, de spectacles. Le développement des moyens audiovisuels permettra d'offrir de véritables cours, de niveau varié et sur tous les sujets, combinant tout un jeu de diapositives et de séquences de films pédagogiquement commentées qui seront pour tous, mais surtout pour les pays en voie de développement, des moyens d'éducation fort précieux et très efficaces. L'entreprise est déjà en route aux États-Unis. Comment résister à de telles facilités, à de tels attraits, surtout chez ceux pour qui la langue française ne s'enracine pas au plus profond d'une tradition plus que millénaire!

Mais pour nous qui savons que notre langue française est constitutive de notre identité culturelle et que sa vitalité est la condition nécessaire pour que le génie de notre peuple

puisse continuer à s'exprimer dans le concert des nations, la défense de notre langue menacée s'inscrit au premier rang de nos exigences.

Or la communauté scientifique française, soumise à la *nécessité* de la communication qui s'impose à la communauté scientifique internationale, a déjà dans une large mesure accepté le *fait* de l'anglais comme langue scientifique internationale privilégiée. A qui prend conscience de l'*impératif* prioritaire de défendre la langue française, n'apparaît-elle pas comme le secteur de notre pays qui pratiquement s'est déjà résigné à un certain abandon? Quelle attitude, quelles directives convient-il que la nation prenne à l'égard de cette communauté scientifique française?

..

## 2. LES GRANDES OPTIONS

L'objectif majeur est la défense, et de la science française et de la culture française et de la langue française. Il y a accord sur cette proposition, mais dans la hiérarchie des impératifs, dans les conséquences qu'il faut en tirer, des opinions très variées sont émises. Elles peuvent être classées sous trois chefs.

#### (a) L'INTRANSIGEANCE

Une première famille d'esprits considère la défense de la langue française comme la priorité absolue devant laquelle doivent céder même les intérêts de la science française. Les partisans de cette conception stigmatisent l'abandon de la langue française comme preuve de défaitisme. Ils affirment qu'un travail de haute qualité est toujours lu et apprécié même s'il est rédigé en français. Il existe de cette famille d'esprit une variante dure qui voudrait interdire aux chercheurs français l'emploi de la langue anglaise en toute circonstance.

Il convient de mesurer les conséquences d'une telle résolution. Si nous adoptions exclusivement le français pour nous adresser aux savants étrangers, qu'arriverait-il? Il est exclu que tous les pays adoptent à la suite de notre décision le français comme langue véhiculaire de la science et encore plus exclu que les nations non anglophones, convaincues par notre exemple, décident de s'exprimer chacune dans sa propre langue. Nous devons donc toujours maîtriser l'anglais simplifié utilisé par les autres pour pouvoir les comprendre en nous résignant à n'être compris que de quelques uns. La science française aurait vite fait de perdre sa vitalité. Qu'advierait-il alors du rayonnement de la culture française au-delà des cercles restreints de la francophonie?

#### (b) LA RÉSIGNATION

Une deuxième famille d'esprit place au premier rang l'expression de la science française. Les partisans de cette conception considèrent qu'il est essentiel que les chercheurs français puissent avant tout être lus, étudiés, compris et qu'en conséquence la situation actuelle peut être regrettée mais qu'elle doit être acceptée. Dans cette conception il convient de se résigner à la prépondérance de la langue anglaise. Bien plus, il faut recommander aux chercheurs français de s'exprimer en anglais et prendre les mesures nécessaires pour qu'ils puissent le faire dans de bonnes conditions. Une variante laxiste de cette conception est

prête à abandonner dès maintenant toute expression, toute publication scientifique en français.

Accepter de laisser évoluer naturellement la situation actuelle sans intervenir, c'est admettre que la science française pourrait être dissociée de la culture française, puisque l'une et l'autre useraient de deux langues différentes pour s'exprimer. Que peut être aujourd'hui une culture qui n'intègre pas l'activité scientifique comme l'un de ses constituants les plus vivants ? Le coup porté à notre peuple, et encore plus à ceux qui par le monde ont choisi ou accepté de modeler leur avenir culturel en usant de notre langue pour enraciner cet avenir dans tout le terreau culturel que cette langue a façonné, risque d'être mortel à plus ou moins long terme.

### (c) L'OPTION RÉALISTE

Une troisième option réunit les savants et les chercheurs qui veulent éviter les inconvénients des deux attitudes extrêmes. C'est cette option, non systématique certes, mais réaliste, qui a été choisie à l'unanimité par l'Académie des Sciences. Ses partisans reconnaissent comme un fait l'usage prépondérant de la langue anglaise dans les échanges scientifiques d'aujourd'hui, fait intimement lié à l'impératif de communication de la communauté scientifique qui plus que jamais est internationale. Mais ils considèrent que langue et culture ne peuvent être totalement dissociées. Ils estiment que la situation présente n'est pas satisfaisante, que l'on a manqué de vigilance en ignorant les conséquences d'une évolution qui pourtant ne date pas d'aujourd'hui, qu'une politique plus lucide et plus volontariste pour assurer simultanément le rayonnement de la science française et de la culture française aurait pu être mise en œuvre, qu'il est encore temps aujourd'hui, mais urgent de le faire. Ce sont les éléments de cette politique qui font l'objet de la dernière partie de ce rapport.

..

## 3. PROPOSITIONS

### DEUX REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Les propositions qui seront faites concernent seulement la diffusion de la science française et ses relations avec le rayonnement de la culture française et par suite celui de la langue française. Mais il faut bien noter que l'action préconisée n'a aucun sens si elle ne s'intègre pas au niveau national dans une politique générale de défense du français qui, comme il a été dit, doit se développer sur tous les fronts où notre langue est menacée. Ce n'est pas à nous d'en tracer les grandes lignes. Mais qu'il s'agisse de favoriser le développement des enseignements du français à l'étranger et les manifestations où puisse s'exprimer la culture française ou de veiller à la pureté et à la vitalité de notre langue pour qu'elle garde ses vertus tout en restant adaptée aux exigences d'aujourd'hui, il y a là tout un champ d'action dont nous n'avons ici qu'à souligner l'ampleur.

On ne doit jamais oublier que le développement, les progrès de la recherche scientifique française sont assurément à moyen ou long terme la méthode la plus capable d'améliorer la situation de la langue française. Une recherche scientifique française qui aurait regagné

le premier rang dans de nombreux domaines (l'exemple des mathématiques en témoigne) serait le meilleur instrument de progression et de diffusion de la langue française. Les mesures récemment annoncées, l'augmentation substantielle des crédits accordés à la recherche scientifique permettent ici de concevoir quelque espoir. Encore faut-il que soient assurées les conditions nécessaires pour promouvoir avec ces moyens accrus une recherche de très haut niveau. Notre Académie les a rappelées dans le « Message » qu'elle a adressé au Colloque National Recherche et Technologie.

Ces remarques faites, les propositions seront présentées en trois volets, correspondant à trois secteurs où doit être engagée l'action.

### (a) JOUER TOUS LES ATOUTS DE LA SCIENCE FRANÇAISE EN FAVEUR DU RAYONNEMENT DE LA CULTURE ET DE LA LANGUE FRANÇAISES

On sous-estime trop souvent les bénéfices culturels que l'on peut tirer de mesures dont l'objectif premier ne semble concerner que notre développement scientifique. Ce premier volet de propositions mérite d'autant plus d'attention que leurs effets sont à la fois cumulatifs et multiplicatifs pour le plus grand bien de la science française, de la culture française et de la langue française.

#### — Accueil des scientifiques étrangers

##### ● Étudiants

Il est clair que nous n'utilisons pas, aussi bien dans nos universités que dans nos écoles d'ingénieurs, toutes les capacités de formation dont nous pourrions disposer pour accueillir des étudiants étrangers. Les bourses offertes sont d'un montant trop bas, spécialement pour les étudiants ayant déjà reçu dans leur pays une première formation universitaire. Des modalités de recrutement plus efficaces, comme celles qui ont été déjà mises en œuvre par exemple pour le choix d'étudiants japonais en mathématiques ou pour la sélection d'élèves ingénieurs en génie civil dans certains pays d'Amérique latine devraient être généralisées.

##### ● Professeurs et chercheurs

Nos centres universitaires et nos laboratoires qui jouissent d'une bonne réputation pourraient aussi attirer pour des séjours de durée assez longue, incontestablement les plus profitables à tous points de vue, des professeurs et des chercheurs étrangers de grande qualité. Ceux-ci, bien souvent, apprennent le français s'ils ne le savent pas déjà et font apprendre le français à leurs enfants.

Il conviendrait d'augmenter le nombre des postes disponibles, de simplifier les formalités et de réduire les délais. On pourrait songer à affecter à certains départements universitaires ou laboratoires de très haut niveau un ou deux postes permanents, l'utilisation de ces postes étant contrôlée *a posteriori*. L'Académie elle-même est prête à prendre en charge un petit nombre de postes dont elle assurerait le recrutement; nul doute que le prestige attaché au titre de « Professeur de l'Académie des Sciences » permettrait de recruter des candidats exceptionnels.

#### — Organisation en France de manifestations internationales de haut niveau

##### ● Écoles d'été

L'expérience déjà longue de l'École de Physique des Houches prouve tout l'intérêt scientifique et culturel d'une telle entreprise. Même si l'anglais est la langue principale

utilisée dans les cours et les séminaires, les chercheurs qui suivent une session vivent dans un environnement français, apprennent à connaître notre pays, commencent à s'initier à notre langue.

● *Congrès et Colloques*

C'est un honneur pour un pays d'être choisi par des institutions internationales pour organiser des rencontres scientifiques qui attirent dans la discipline intéressée les savants les plus prestigieux. C'est aussi une occasion de plus de faire connaître à ceux-ci des ressources artistiques et culturelles et des valeurs souvent méconnues et de leur donner une idée plus juste de la culture française.

— *Place de la France dans les Institutions internationales*

Il est heureux que notre pays se soit porté candidat pour obtenir que le siège de l'UNESCO soit fixé à Paris et on sait l'avantage qu'il en retire pour notre culture et notre langue. Il faut de même se féliciter de l'heureuse initiative, encouragée à l'époque par les plus hautes autorités de l'État, qui a conduit le Secrétariat du Conseil International des Unions Scientifiques (C.I.U.S.-I.C.S.U.) à s'installer à Paris.

Nous pensons que la présence française au sein des Unions Scientifiques internationales et des institutions scientifiques internationales non gouvernementales pourrait encore être accrue si ceux qui sont invités à y prendre des responsabilités, comme président ou comme secrétaire général par exemple, étaient mieux aidés et soutenus et ainsi plus enclins à les accepter. L'Académie est prête à faire des propositions et disposée à apporter son concours pour leur mise en œuvre.

— *Séjours de professeurs et de chercheurs français à l'étranger*

Une politique de large ouverture comme celle préconisée plus haut requiert que les échanges se développent dans les deux sens. Si depuis la dernière guerre, notre pays a réussi à retrouver une place honorable au sein des nations scientifiques, c'est dû en partie à la possibilité qu'ont eue les chercheurs de travailler dans les meilleurs laboratoires étrangers et de faire bénéficier la recherche scientifique française des progrès les plus récents. L'effort fait doit être non seulement maintenu mais développé en adoptant les formules qui peuvent les faciliter. Un français qui passe plusieurs mois à l'étranger est en quelque sorte un ambassadeur de la culture française.

— *Développement et renforcement des services scientifiques dans nos ambassades*

Il faut poursuivre une action, bien engagée certes, quoique à une date trop récente. On est frappé de la multiplicité des tâches utiles que ces services ont à remplir ou pourraient remplir. Une politique comme celle que nous proposons ici de développer ne peut donner tous les résultats attendus que si sont mis en place en France et à l'Étranger les moyens de bien l'organiser, de la faciliter et de l'exploiter.

(b) DÉVELOPPER LES EXPRESSIONS DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE FRANÇAISES AU SERVICE DE LA FORMATION ET DE L'INFORMATION SCIENTIFIQUES DANS LES PAYS FRANCOPHONES

Ce deuxième volet de propositions est essentiel. De même que l'industrie française ne peut augmenter ses exportations que si elle prouve en même temps sa capacité à reconquérir le marché intérieur, de même une politique de rayonnement international de

la science et de la technique d'expression française doit nécessairement s'appuyer sur un potentiel très riche de diffusion et de publications au service des communautés francophones.

Il faut, dans les domaines si variés de la formation et de l'information scientifiques et techniques, assurer et promouvoir une expression en langue française chaque fois qu'existe un public assez large pour l'accueillir et en tirer profit. Offrir en langue française tous les moyens raisonnablement possibles et utiles de formation, d'information et d'expression est la condition première à satisfaire pour que le français s'affirme comme langue scientifique et technique et puisse ensuite espérer accroître son rayonnement au-delà des cercles de la francophonie. Cette évidence est trop souvent méconnue, même par nos institutions nationales. La situation actuelle est si médiocre que des initiatives et des soutiens des pouvoirs publics sont, pour un temps au moins, nécessaires.

— *Ouvrages et revues d'enseignement*

Les livres de science de l'enseignement secondaire classique et technique peuvent être déterminants pour l'orientation des vocations. Ils doivent être non seulement exacts et clairs, mais aussi attrayants et adaptés aux publics visés. Sans doute une meilleure coordination entre les pays francophones leur permettrait de mieux tirer parti de l'énorme effort consenti par les auteurs.

Au niveau des deux premiers cycles de l'enseignement supérieur, des écoles de techniciens et des écoles d'ingénieurs, la situation actuelle est franchement médiocre. Nous possédons un corps exceptionnel de professeurs; ils sont capables et expérimentés, ont le goût de perfectionner leurs cours et y consacrent un temps considérable. Il est alors paradoxal de constater le faible nombre d'ouvrages publiés et facilement accessibles pour conserver et diffuser très largement le résultat de leur travail.

Un enchaînement de causes contrarie cet aboutissement normal et souhaitable de l'effort consenti : les tirages sont limités, les prix trop élevés pour nos étudiants et *a fortiori* pour ceux des pays d'Afrique ou d'Amérique latine qui seraient désireux de se porter acquéreurs, les éditeurs français n'ont pas atteint la taille et la solidité des grands éditeurs scientifiques étrangers. Les auteurs éventuels sont alors conduits à renoncer, parfois contre leur gré, et à se tourner vers d'autres moyens d'atteindre un public plus large lorsqu'ils leur sont offerts. Mais cet enchaînement peut être lui-même renversé par une action intelligente, résolue et continue, animée par la conviction de l'intérêt de l'objectif et soutenue par quelques moyens financiers appropriés, par exemple pour permettre aux pays en développement d'acheter à des prix raisonnables les ouvrages de formation dont ils ont besoin. *Il est en effet fort grave que leurs jeunes universités achètent les livres de langue anglaise pour de simples raisons budgétaires.*

— *Revues et ouvrages techniques spécialisés*

Des efforts importants ont déjà été consentis par les centres de recherche technique, les associations techniques et par les industriels, car la diffusion des résultats de la technique française est un facteur décisif pour l'élévation du niveau technique de la nation et pour le développement des exportations. Mais ils doivent être accrus. Il existe en effet un très grand nombre de publications techniques en langue française, — monographies, bulletins, revues —, destinées aux besoins des professions. Mais certaines, faute de moyens souvent, ne sont pas à même d'exercer la politique de qualité et de rigueur souhaitable, ni

d'atteindre un public suffisant. En outre, les ingénieurs et les chercheurs ne sont pas assez convaincus de l'intérêt de rédiger et de publier des articles destinés à une large audience, éventuellement exigeante et critique, et les responsables des établissements dont ils relèvent ne les encouragent pas à le faire. C'est l'une des raisons, non la seule certes, pour laquelle nous ne disposons pas d'un nombre suffisant de revues techniques de haut niveau en langue française, en dépit du grand nombre de lecteurs francophones pouvant être intéressés. Une action des Pouvoirs publics est donc nécessaire et souhaitable pour encourager le développement de publications techniques de qualité.

— *Actions de vulgarisation*

Leur intérêt semble bien reconnu aujourd'hui. Les initiatives sont déjà nombreuses et on doit s'en féliciter. Certains projets ambitieux comme celui du centre des sciences et des industries de La Vilette montrent que les Pouvoirs publics sont décidés à agir.

Mais un exemple montrera les progrès qui doivent encore être faits. Une collection d'ouvrages vient d'être lancée en direction d'un public, averti certes, mais cependant très large, en particulier celui des professeurs de sciences de l'enseignement secondaire. Les trois premiers livres sont excellents, écrits par des grands savants, en tenant le plus grand compte des lecteurs attendus. Or le tirage reste inférieur à 4 000 ! Les prix sont encore trop élevés et le but recherché est donc loin d'être complètement atteint.

— *Manifestations scientifiques nationales*

Sous l'impulsion de sociétés savantes ou d'institutions nationales, des rencontres scientifiques sont organisées en France à l'intention de la communauté scientifique française. Il faut favoriser ces initiatives ; des concours particuliers devraient leur être accordés pour leur permettre d'inviter très largement des scientifiques de pays francophones.

— *Documents audiovisuels*

Nous avons reconnu dans le développement en cours des techniques audiovisuelles une menace future très grave pour la survie à long terme du français dans certains pays, ceux d'Afrique notamment. C'est donc un secteur d'action des Pouvoirs publics qui nous paraît prioritaire. Il faudrait d'abord certes encourager et soutenir les quelques initiatives très heureuses qui ont été prises ; mais il faut aussi aller beaucoup plus loin, faire prendre conscience aux pays francophones de l'importance de l'enjeu, inventorier les actions les plus urgentes, mettre en place quelques structures souples mais bien dotées, capables de susciter des projets, d'aider les réalisations, d'assurer la diffusion.

— *Valorisation de ce fonds scientifique national par la traduction*

Au terme de ce paragraphe consacré à l'ensemble des actions de formation et d'information au service des pays francophones et qui par suite font appel à la langue française comme moyen d'expression, il convient de souligner que c'est à partir de ce fonds très riche de livres et de documents largement diffusés dans les pays de langue française, et par suite éprouvés, que l'on peut mener des actions de traduction promises au succès, en anglais certes, mais aussi en espagnol et peut-être dans d'autres langues. Les meilleurs éditeurs scientifiques français ont déjà une certaine expérience ; mais en la matière une politique beaucoup plus dynamique est nécessaire et possible.

Le succès de cet ensemble de projets qui viennent d'être évoqués réside pour une large part dans la qualité des hommes de science qui accepteront d'y collaborer ; or les meilleurs seront intéressés, et ils seront de plus en plus nombreux à l'être, si on assure aux œuvres qu'ils produiront une diffusion à la hauteur de leur qualité. Ceci malheureusement n'est pas souvent le cas aujourd'hui.

(c) ASSURER LA PRÉSENCE FRANÇAISE DANS LES RÉUNIONS ET LES PUBLICATIONS SCIENTIFIQUES SPÉCIALISÉES

Ce troisième secteur d'action concerne la communauté scientifique française dans ses échanges avec les milieux scientifiques internationaux sur l'objet spécifique de ses travaux les plus spécialisés. Le terrain d'impact des actions à entreprendre est, en comparaison avec ceux sur lesquels jouent les mesures préconisées antérieurement, beaucoup plus réduit. Les avantages éventuellement escomptés ne peuvent avoir une portée comparable avec ceux que l'on est en droit d'attendre aussi bien d'une politique tirant parti de notre potentiel scientifique pour augmenter notre rayonnement culturel que d'une politique développant toutes les expressions de notre science au service de la formation et de l'information dans les pays francophones.

Néanmoins c'est le terrain qui polarise immédiatement l'attention dès que l'on parle des scientifiques et de la défense de la langue française. L'usage que font de l'anglais un grand nombre de chercheurs, dans des relations pourtant extrêmement étroites et touchant un petit nombre de personnes, paraît à certains scandaleux et blâmable. L'affaire prend valeur de symbole. Sur les questions ainsi soulevées, les opinions au sein de la communauté scientifique et au sein de l'Académie sont variées et parfois opposées.

*Dans ces débats parfois passionnés, on ne devrait jamais oublier que leur enjeu ne porte que sur une partie relativement très réduite de l'ensemble des questions soulevées par la défense de la langue française menacée.*

Il ne faut donc pas majorer l'importance des oppositions qui peuvent se faire jour, ni engager ici des efforts qui ne seraient pas proportionnés aux avantages que l'on peut escompter au détriment d'actions autrement plus fructueuses comme celles proposées plus haut.

Les partisans de l'intransigeance et ceux de la résignation pencheraient naturellement pour le monolinguisme, le français pour les premiers, l'anglais pour les seconds. Nous avons exclu ces attitudes systématiques au bénéfice d'une position plus nuancée selon laquelle le français et l'anglais doivent pouvoir être utilisés par les hommes de science dans leurs relations scientifiques spécialisées. Mais il y a également une infinité de manières de traduire cette position dans les faits, l'une d'entre elles consistant à préconiser le bilinguisme selon lequel l'anglais et le français devraient être *simultanément* employés dans des situations privilégiées, plus ou moins nombreuses. Pour aller au-delà de ces généralités, il faut distinguer les différentes situations.

— *Textes et actes officiels*

Il faut exiger l'usage du français (en parallèle éventuellement avec d'autres langues) dans tous les textes officiels de la communauté scientifique, par exemple dans ceux qui définissent les statuts du Conseil International des Unions Scientifiques (I.C.S.U.) et des Unions Scientifiques. Le privilège du français à être l'une des langues officielles des Institutions internationales et des Congrès internationaux doit être maintenu et si

nécessaire défendu. Les scientifiques français doivent en outre s'exprimer en français chaque fois qu'ils sont appelés à représenter officiellement leur pays.

Mis à part ces cas importants mais limités, l'Académie estime qu'il n'est pas souhaitable d'imposer aux chercheurs des règles contraignantes. Il est préférable de laisser à la communauté scientifique et à chacun de ses membres la liberté du choix de ses moyens d'expression. Mais il faut en contre-partie que ce choix soit effectivement possible et libre; ce qui implique la mise en œuvre d'une certaine politique.

— *Réunions scientifiques spécialisées internationales* (Congrès, conférences, colloques, etc.)

Contrairement à une idée souvent émise, l'Académie estime déraisonnable de vouloir recommander aux chercheurs français de réclamer ou d'imposer en toute circonstance la traduction simultanée.

La traduction de communications scientifiques spécialisées est une opération extrêmement délicate qui donne rarement des résultats satisfaisants; c'est de plus une entreprise très chère, qui nécessite soit des subventions particulières au détriment d'actions plus rentables, soit une augmentation substantielle des frais d'inscription, ce qui décourage la participation de jeunes chercheurs.

Par contre, on peut recommander aux participants d'éviter tout snobisme. S'il est normal qu'un français s'exprime en anglais lors d'une réunion où la majorité des participants ne comprend pas notre langue, même si cette réunion se tient en France, il serait déraisonnable qu'il n'expose pas sa communication en français dans le cas où la majorité de l'auditoire parle français. On doit aussi recommander aux organisateurs de réunions se tenant en France de rédiger les circulaires annonçant la réunion en français et en anglais, et les inviter à prendre des mesures pour que les quelques participants francophones comprenant mal l'anglais, s'il y en a, puissent néanmoins participer avec profit aux travaux (1).

Les réserves émises plus haut sur la mise en œuvre généralisée de la traduction simultanée ne doivent pas être entendues comme une condamnation visant toutes les réunions à caractère scientifique et technique. Elles ne s'appliquent pas, par exemple, au cas de conférences ou de congrès où le public est constitué en grande partie d'ingénieurs de l'industrie moins entraînés que les scientifiques à la pratique de l'anglais, plus habitués à un style de rencontres « plus luxueuses ».

— *Monographies spécialisées*

La multiplication des articles et des communications rend actuellement particulièrement utiles les monographies spécialisées paraissant dans des collections, régulières ou non, et les articles de synthèse. Leur qualité dépend de la hauteur de vues et de la compétence de l'auteur. Presque toujours ce dernier agit sur invitation. Le public intéressé, toujours relativement limité, est disséminé sur toute la planète. La langue permettant la plus grande diffusion est très généralement l'anglais.

(1) Par exemple, ils doivent demander aux conférenciers d'apporter un texte écrit de leur intervention ou tout au moins un résumé substantiel et prévoir des moyens de reproduction pour distribuer ce texte séance tenante aux participants. Ces derniers, en effet, peuvent éprouver des difficultés à suivre un exposé oral en anglais, pour des raisons de phonétique et d'acoustique, alors qu'ils comprennent plus aisément un texte écrit.

L'influence que peut avoir l'auteur d'une monographie réussie est considérable. Il faut donc se féliciter si des professeurs et chercheurs français sont choisis par un éditeur ou un directeur de collection, et aucun reproche ne doit leur être fait d'écrire en anglais.

Il serait intéressant certes de trouver en France davantage de centres de décision ayant la stature scientifique et commerciale voulue pour prendre des initiatives semblables. Malgré des progrès incontestables, l'édition scientifique française n'a pas encore atteint la puissance et le dynamisme des grands éditeurs scientifiques étrangers; mais il serait sans doute possible d'améliorer sensiblement la situation. Les monographies lancées après une étude préalable, car un niveau d'excellence s'impose, devraient être publiées en français et en anglais, la traduction et l'édition anglaise étant assurées soit par entente avec un éditeur étranger, soit par l'éditeur français lui-même.

Pour encourager les enseignants et les chercheurs capables de rédiger des ouvrages d'intérêt reconnu, il conviendrait de les dispenser pour un temps de tout ou partie de leurs obligations professionnelles.

— *Revue scientifique spécialisées*

La production scientifique se concrétise normalement dans des articles et des communications. L'objectif premier est de faire connaître et reconnaître l'originalité et la qualité des résultats par le plus grand nombre de personnes potentiellement intéressées. Aussi les auteurs sont-ils tentés de publier dans les journaux les plus réputés, les plus répandus, les plus lus; même si ceux-ci n'imposent pas la langue anglaise, l'auteur pour atteindre le but cherché sera enclin à écrire en anglais.

Les responsables scientifiques des grandes publications internationales, leurs comités de rédaction et l'ensemble des experts appelés à examiner et critiquer les manuscrits constituent aujourd'hui les centres d'évaluation scientifique les plus puissants de la communauté internationale. Il est donc important que des savants français y soient associés et si possible étroitement. Ceux qui sont appelés doivent être encouragés à répondre favorablement.

Il faut se montrer plus ambitieux et encourager les initiatives des scientifiques français qui ont créé et qui font vivre des revues scientifiques de qualité ayant leur centre de décision en France et dont le rayonnement est international. L'importance de cet enjeu scientifique et culturel a été jusqu'ici largement méconnu. Les aides et concours qui ont été apportés à ces revues sont souvent restés dérisoires. On comprend difficilement pourquoi les responsables de la science française n'ont pas attaché à cette composante de notre rayonnement scientifique l'attention qu'elle mérite.

Certaines de ces revues sont multilingues, en fait pratiquement bilingues, en ce sens qu'une fraction variable des articles est publiée en anglais; selon les revues et les disciplines cette fraction peut varier de 40 à 85%. Contrairement à une opinion parfois avancée, il est normal et même souhaitable que ces revues soient encouragées et soutenues et mieux qu'aujourd'hui, pourvu que la possibilité de publication en français soit réellement garantie. Le fait que le centre de décision soit en France, répétons-le, est d'importance capitale.

D'autres journaux publient uniquement des articles et des communications en français. C'est le cas notamment de nos Comptes rendus qui, comme on le sait, sont réservés à de courtes Notes, chacune d'elles étant la première annonce d'un résultat nouveau et significatif. Pour des raisons évidentes, il est important de disposer de revues scientifiques

responsabilité. Cette liberté doit ensuite exclure tout sectarisme et tout conformisme, notamment de la part des instances ayant à évaluer l'activité des laboratoires et des chercheurs. Ces instances doivent juger les travaux sur pièces sans tenir compte de la langue dans laquelle ils ont été présentés ou de la popularité de la revue qui les a publiés, sans se décharger de leur responsabilité en faisant appel aux indices de citations souvent trompeurs. Notre communauté scientifique ne manque pas de personnalités ayant la culture, l'expérience et le jugement nécessaires pour émettre des avis autorisés ; c'est parmi elles qu'il faut choisir les membres des commissions ayant à juger la valeur scientifique des hommes et des formations.

## CONCLUSION

L'Académie des Sciences mesure les menaces qui pèsent sur le destin de notre langue. Ces menaces appellent une prise de conscience nationale et une résolution politique qui intéressent toute notre vie culturelle, son expression et son rayonnement, dans tous les domaines où elle s'exerce, et qui débordent largement le champ restreint de la pratique des scientifiques français.

Sur l'ensemble des questions que pose cette pratique, notre Compagnie, après avoir recueilli et étudié les avis disponibles, adopte une attitude concrète. L'Académie se tient à distance à la fois de l'*intransigeance* qui voudrait interdire l'usage de l'anglais à nos scientifiques et de la *résignation* qui accepterait sans réagir le déclin continu du français comme langue de travail scientifique.

L'Académie préconise une action réaliste et vigoureuse qui doit non seulement arrêter ce déclin, mais encore permettre d'amorcer un renouveau de l'usage du français au sein de la vie scientifique internationale.

En premier lieu, il faut faire jouer au bénéfice de notre culture et de notre langue tous les atouts que nous donnent le bon niveau de notre science et de notre technique et la réputation qu'il nous mérite :

- pour accueillir des étudiants, des professeurs et des chercheurs étrangers ;
- pour attirer sur notre sol des institutions et des hommes de science en organisant des congrès, des colloques, des écoles d'été ;
- pour maintenir et développer une présence de la pensée scientifique et technique française, grâce notamment à l'action de services scientifiques au sein de nos ambassades, services qui devraient voir l'importance de leur rôle mieux reconnue, leurs missions étendues et leurs moyens accrus.

En second lieu, il faut promouvoir les expressions de la science et de la technique en langue française dans tous les cas justifiés, c'est-à-dire tous ceux où il existe un public francophone assez large : ouvrages scientifiques d'enseignement secondaire et supérieur, publications techniques, colloques nationaux, livres de vulgarisation et, dès aujourd'hui, édition de documents audiovisuels. On ne peut espérer faire du français une grande langue scientifique internationale si l'on n'est pas capable d'abord de répondre en langue française aux besoins légitimes de la francophonie. L'effort à consentir pour y parvenir est considérable et le concours des Pouvoirs publics est indispensable.

françaises et il convient de les aider vigoureusement à condition toutefois que leur niveau scientifique soit indiscutable et que les articles soient accompagnés de résumés en anglais décrivant assez précisément l'objet du travail et les principaux résultats.

L'éventualité de favoriser les plus intéressantes de ces revues en leur donnant les moyens de faire paraître une édition anglaise ou de paraître sous forme bilingue est actuellement envisagée. Les premières études faites montrent que l'entreprise pose des problèmes considérables, non seulement matériels et financiers, mais aussi pour l'établissement des textes en anglais. Les résultats que l'on peut attendre sur l'accroissement du nombre des abonnements sont actuellement assez incertains. Il se pourrait même que l'initiative risque de diminuer la diffusion de la science française en langue française contrairement à l'objectif visé. Quelle serait, en outre, la réaction des auteurs qui auraient en définitive la responsabilité de deux textes ?

La question peut se poser pour nos *Comptes rendus*. Certains auteurs étrangers seraient certes tentés, en plus grand nombre qu'aujourd'hui, de confier aux *Comptes rendus* l'annonce de leurs résultats originaux. Mais la lourdeur de l'opération et ses aléas rendent, pour l'instant du moins, notre Compagnie assez réticente à donner un avis favorable. La majorité d'entre nous estime que, si un effort doit être fait pour rendre notre publication plus accessible aux chercheurs ne lisant pas le français, il vaudrait mieux s'orienter vers l'introduction de résumés anglais plus longs. Une décision de cette nature ne peut être arrêtée si le service des *Comptes rendus* ne reçoit pas le concours nécessaire pour vérifier la correction et l'exactitude du texte anglais.

### — Publications techniques

La recherche technique et industrielle pose des problèmes d'un autre ordre et appelle donc des actions différentes. Destinée en premier lieu aux entreprises françaises et se développant en étroite liaison avec leurs besoins et leurs possibilités de marché, elle éprouve moins que la recherche fondamentale la nécessité de se manifester d'emblée au niveau international le plus large. Ses publications font donc normalement usage de la langue française.

Nous avons déjà recommandé plus haut une action vigoureuse pour accroître leur qualité et leur rayonnement. Nous voulons simplement ici ajouter que c'est pour des articles, des monographies, des numéros spéciaux, ou pour certaines revues de très haut niveau et aptes à faire connaître les ressources et les résultats de la technique française, que des opérations de traduction, plus ou moins systématiques, pourraient être en priorité envisagées.

En conclusion de ce troisième volet de propositions, l'Académie estime qu'il ne serait pas raisonnable d'engager des actions lourdes et très coûteuses dont le résultat ne serait pas en rapport avec les bénéfices que l'on pourrait retirer des crédits engagés si on les avait affectés à des opérations servant mieux la science française et le rayonnement de la culture française.

Mais la liberté de choix qu'il est recommandé de laisser aux scientifiques doit trouver les conditions qui lui permettent de réellement s'exercer. Cette liberté demande d'abord que soient offertes les possibilités de publier en français dans des collections ou des revues de haut niveau et de diffusion suffisante, ce qui exige une énergie politique de soutien aux initiatives des équipes scientifiques compétentes qui veulent bien en prendre la

# Annexe: Rapport de l'Académie des sciences

Schwartz Serre Thellier Thom Thomas Tits Trillat Truhaut Turpin Vago Vernejoul Wiérick Wolff Wurmser Wyatt



En frise: les Membres de l'Académie des sciences en 1981.

— 19 —

Enfin, en ce qui concerne la communication scientifique spécialisée, l'Académie formule deux recommandations. Il faut d'une part encourager et soutenir vigoureusement ceux qui veulent bien organiser des réunions internationales, lancer une collection de monographies, assurer la publication d'une revue de classe internationale, sans faire peser sur eux systématiquement des contraintes de langue. Ce qui est capital ici, c'est d'avoir en France un nombre important de centres de décision au plus haut niveau. Il convient d'autre part de laisser au chercheur la liberté de s'exprimer à chaque occasion dans la langue qui lui paraît appropriée et de lui faire confiance, en veillant toutefois qu'en aucun cas il ne soit abusivement pénalisé s'il choisit de le faire en français.

L'Académie considère que les scientifiques français, comme ceux du monde entier, doivent nécessairement aujourd'hui connaître et maîtriser au moins cet anglais simplifié qui est devenu le langage international de la science. Loin de les en empêcher, il faut les y aider.

L'Académie dans ce rapport a voulu tracer des lignes d'objectifs; elle n'a pas cherché à préciser les décisions que devront prendre les Pouvoirs publics pour réaliser l'ambitieuse politique qu'elle préconise. Il est certain, par exemple, que des initiatives sont indispensables pour doter notre pays de maisons d'éditions scientifiques et techniques capables de rivaliser un jour avec les plus puissants éditeurs étrangers; et sans doute faut-il pour commencer mettre en place un organe chargé de la diffusion et de la distribution du livre scientifique français dans les pays francophones et à l'étranger.

L'Académie toutefois met en garde contre la tentation de créer trop rapidement des institutions qui peuvent très vite se révéler trop onéreuses en comparaison des services rendus. Il faut, par exemple, pouvoir aider les auteurs qui ont à écrire en anglais des ouvrages, des monographies, des articles ou des résumés substantiels en offrant notamment les moyens de contrôler la correction et la qualité de leur texte; il faut aussi développer la traduction en langue étrangère d'ouvrages scientifiques ou de publications techniques. Faut-il alors, comme l'ont préconisé certains, créer un Institut National de la Traduction? La majorité des membres de l'Académie estiment qu'actuellement cette initiative est prématurée. Il vaut mieux procéder plus progressivement, plus expérimentalement; par exemple, en prévoyant que des chercheurs connaissant bien l'anglais et acceptant, momentanément peut-être, de prendre une certaine distance vis-à-vis de la recherche active, puissent être appelés à remplir des fonctions de « scientifiques traducteurs » auprès des institutions qui en auraient besoin.

\*\*

L'Académie souhaite que, sur ce thème de l'usage de l'anglais par les hommes de science, cessent les suspensions, les mises en accusation et les combats qui risquent de diviser la communauté scientifique française. Les énergies qui s'y dépensent, ainsi libérées, peuvent être avantageusement mobilisées sur les objectifs concrets que nous avons signalés et qui sont beaucoup plus prometteurs pour la défense de notre langue et pour le rayonnement de la culture française. Les hommes de science peuvent y apporter un concours irremplaçable, même s'ils utilisent l'anglais oral ou écrit dans leur communication avec les savants de leurs spécialités. Il suffit de les y inviter et de les aider. Ils sont prêts à le faire.

## Le prochain numéro de Science et francophonie

N° 2, avril 1983

La couverture au dos du présent numéro annonce certains articles du prochain numéro:

- La France: est-ce un pays français?
- Penetang: enfin une école française, non à l'école bilingue
- La conquête des esprits: une conversation avec Yves Eudes

Voici d'autres articles apparaissant au sommaire du prochain numéro.

- Une réponse du ministre Parizeau
- René Pomerleau, Prix Marie-Victorin 1982, nous livre des commentaires inédits
- Suite du dossier de l'Académie des sciences de Paris. La revue publiera les réponses qu'elle aura reçues aux questions posées dans le numéro 1.
- Le rapport de l'Académie nationale de médecine
- Analyse de publications: Suisse, Ontario, France
- Revue de colloques touchant le français scientifique
- Etc.

# Avis

Devenez membres de la Ligue internationale des scientifiques pour l'usage de la langue française, 1200, rue Latour, Saint-Laurent, Québec, QC H4L 4S4 (514) 747-2308

Janvier 1983

Madame, Monsieur,

Vous êtes invité à adhérer à la ligue, à renouveler votre cotisation si vous êtes déjà membre, et à faire adhérer les personnes de votre entourage.

Inutile de faire de la correspondance. Adressez votre versement, payable au pair à Montréal, avec noms, profession, adresses et numéros de téléphone au bureau, au labo et au domicile. Utilisez le formulaire si vous en trouvez un. L'adresse paraît ci-dessus.

La LISULF commence l'année 1983 sous d'heureux augures, puisqu'elle a amélioré son organe de liaison et d'expression: Science et francophonie, numéro 1, voit le jour. Dans cette réalisation, les procédés de la polycopie sont remplacés par ceux de la photocomposition.

Cela est rendu possible par une subvention gouvernementale, pour laquelle nous exprimons notre vive appréciation, surtout en ces temps de crise financière. Cependant, cette subvention est temporaire, une de

ses conditions étant que la ligue s'autofinance. Le bénévolat et les contributions volontaires ont et auront toujours leur rôle.

La LISULF veut rester indépendante des partis politiques et ne veut pas devenir dépendante des gouvernements. Elle est une ligue de scientifiques voulant promouvoir le français en sciences, et de personnes désireuses d'appuyer cette action.

Aussi, la cotisation pour 1983 passe-t-elle à 25\$ Canada. La cotisation donne droit au service gratuit de Science et francophonie, à l'accès prioritaire à ses pages, pour ceux qui veulent s'y exprimer. On vous adressera un reçu pour fins d'impôt. (Étudiants: 10\$).

En France, versez la cotisation (elle était de 100 francs en 1982), à l'ordre de CCP ANSULF - 452 17 E - Paris, adressez a/s Daniel Pajaud, 7, rue des Wallons, 75013 Paris, (33) 1 535 2416.

LISULF ■

### SOURCE DES ILLUSTRATIONS:

Couverture, p.1: Marie Bégin  
Kastler et Daniel, p. 8: Direction des communications, Québec  
Vision, Academy, p. 12: Pierre Demers  
Minerve, p. 17: Académie des sciences  
Humblot, p. 21: Patrick Demers  
Jobert, p. 25: Consulat de France au Québec  
Bataille d'Iwochima, pp. 24, 25: Pierre Demers  
Français, p. 27: Le Prat

N° 72 Côte de la Montagne, René Lévesque, Jacques-Yvan Morin et al, Moureaux, Vanden Block, Van der Linden et Stoffregen, Richard, Jaeger, pp. 28-33: Pierre Demers  
Coqs wallons, drapeaux, pp. 29 et 33: Pierre Demers  
Médaille, p. 41: Académie des sciences  
Couverture dos: CNRS, Droit de parole, Maspéro-Boréal, DG Wallonie-Bruxelles

nice  
1972



l'origine du système solaire  
on the origin of the solar system

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

**VIVE LE BILINGUISME!**  
L'Académie des sciences, le CNRS  
(France), (1972, 1982).

**À BAS LE  
BILINGUISME  
à l'école de  
Penetang!  
(Ontario français).**

PENETANG:  
L'ÉCOLE DE LA RESISTANCE

Paul-François Sylvestre



Après 15 ans de luttes, de maquis, de  
résistance, enfin une école française (1980).

**Les Américains s'organisent.**

Les  
Wallons  
et les  
Bruxellois  
veulent  
parler  
français.

Yves Eudes  
*La conquête des esprits*  
L'appareil d'exportation culturelle américain  
FM/Cahiers libres 306



**DELEGATION  
WALLONIE-BRUXELLES  
au  
QUEBEC**